UNE INTERVIEW DE JIRI PELIKAN

Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous !

Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE - SEMAINE DU 7 AU 13 MAI 1980 - N° 2

4,50 F

Victoire des nettoyeurs du métro

LA MORT DE TITO

éditorial

L'effet 78

Et pourtant, mars 1978 n'a-t-il pas laissé des traces profondes ?

Ce programme commun a répondu à des aspirations diverses. Pour la grande masse des militants de gauche, c'était à coup sûr un grand espoir qui a rempli leur vie durant toutes ces années.

Pour d'autres, le programme commun était perçu comme un catalogue, mais aussi comme un pas nécessaire créant les conditions favorables pour un réel changement de société.

Certains, et nous en sommes, ont vu derrière les aspects alléchants, un danger d'instauration d'un régime de type capitalisme d'Etat dans lequel la direction du PCF, se servant des organisations de masse sous son contrôle aurait progressivement imposé son hégémonie. Quand on connait les positions de ce parti aujourd'hui, tant sur le plan intérieur où il se propose de marginaliser, balayer, écraser tout ce qu'il ne contrôle pas, que sur le plan international, il faut bien avouer qu'il y avait déjà avant 1978 de quoi avoir quelques soupçons.

Pour les militants des organisations de gauche, le programme commun a représenté un moyen de transformation politique de la société et pour beaucoup d'entre eux, tout devait y être subordonné, à commencer par les luttes.

Il ne fallait surtout pas avant la victoire de la gauche, laisser se créer un courant dans les masses favorable à prendre directement ses affaires en main, un courant porteur de réelles aspirations révolutionnaires qui fasse éclater le cadre étroit, et centralisateur du programme commun.

Comment s'étonner que pour la grande majorité de la classe ouvrière, du peuple, l'objectif était avant tout de battre la droite et d'obtenir à bon compte certaines revendications ?

Le réveil a été brutal au lendemain du 19 mars. Les travailleurs n'obtiendront pas par ce moyen-là la satisfaction à certaines de leurs revendications. La

La voie de la facilité passive n'aura pas été payante. De nombreux militants de gauche s'apperçoivent que tous leurs espoirs et leurs efforts auront été vains.

Devant l'écroulement des espoirs, devant un vide de perspectives, le reflux va être dur. D'autant plus dur que la bourgeoisie, représentée par les partis de droite, va donner libre cours à ses retenues.

Tout va y passer : accentuation du chômage, montée des prix, atteintes aux libertés, attaques contre les travailleurs immigrés, remise en cause de lois sociales bien établies, implantations de centrales nucléaires contre la volonté manifeste des habitants.

Les travailleurs ont tendance à délaisser les syndicats qu'ils jugent souvent inefficaces. La désyndicalisation fait parfois des ravages et le moral des militants syndicaux en prend un coup.

La composition de la classe ouvrière a tendance à évoluer. Le statut individualisé face au patronat se développe.

Les organisations syndicales ont du mal à faire face à cette situation. Les comités de chômeurs syndicaux se construisent et vivent avec difficultés, les intérimaires échappent presque totalement à l'organisation syndicale, il faut du temps pour se retourner et faire face à cette situation de division provoquée par la bourgeoisie dès les années d'apparition de la crise.

Les bombes à retardement laissées par 1978 éclatent dans les propres rangs des grandes institutions de gauche politiques et syndicales.

Des remises en cause touchent tous les domaines : le bilan du passé, la stratégie pour l'avenir, la nature des alliances, le rôle des masses, le type de société à construire, le fonctionnement de ces organisations et parfois les dirigeant eux-mêmes.

Une volonté unitaire sur d'autres bases, sur de nouvelles pratiques politiques se fait jour comme en atteste la pétition *«pour l'union dans les luttes»*.

Pendant ce temps, la situation internationale se détériore. Le recul des impérialismes occidentaux s'accompagne maintenant d'une agressivité croissante de l'URSS. La réadaptation des consciences à la situation est longue, de nouveaux clivages politiques apparaissent dans ce domaine, traversant les organisations de gauche.
de gauche.

Sous la remise en cause conjuguée des perspectives intérieures après 1978 et du bilan international de la construction du socialisme, le marxisme, la nécessité d'un parti révolutionnaire, l'idée même de socialisme sont attaqués. Ceci ajoute encore à la confusion chez des militants de divers courants. A l'extrême-gauche, les organisations les moins préparées ont du mal à résister à ce courant négativiste.

Dans cette tourmente qui suit le passage de mars 1978, et sous le poids des effets de la crise, les travailleurs ont perdu dans une large mesure le cadre favorable au développement de leur lutte. Entendons-nous bien, il ne s'agissait pas du programme commun, mais du fait que toute une couche de militants n'était pas comme aujourd'hui hésitante et peu mobilisée.

L'absence de ce cadre a pesé lourd sur la possibilité de résister aux attaques de la bourgeoisie, c'est certain. Mais n'en concluons pas pour autant que les potentialités de lutte et les luttes elles-mêmes sont inexistantes ou minimes.

Dès mai 1978, alors que Maire donnait cent jours à Giscard, les OS de Renault secouaient déjà la torpeur générale instituée par certains en situation durable avec laquelle il fallait transiger.

Quelques mois plus tard, les sidérurgistes parvenaient, malgré les mesures de division multiples lancées par la bourgeoisie, à s'organiser pendant quelques mois contre les fermetures.

Des luttes résolues et dans lesquelles le débat politique n'était pas absent éclatent comme celles de l'Alsthom à Belfort.

Les travailleurs en situation difficile face à leur patron commencent à s'organiser, à surmonter leurs divisions et mènent des luttes victorieuses, comme celle des travailleurs turcs de la confection et des nettoyeurs du métro.

Mais pour résoudre les divisions existantes, tant celles provoquées par la bourgeoisie, que celles provoquées par les état-major politiques et syndicaux de la gauche, pour permettre que s'organise une réelle et efficace résistance face à la crise, le problème est bien de retrouver les moyens, de reconstituer, en s'appuyant sur les contradictions qui traversent les institutions de gauche, une couche importante de militants favorables à prendre en charge, soutenir, développer, fertiliser les luttes. Et toutes les initiatives prises en ce sens aujourd'hui sont bonnes.

Enfin pour dépasser l'effet 1978, un problème important demeure, quelles perspectives pour transformer la société ?

Faut-il rester prisonnier d'une démarche de pensée qui ne voit cette transformation possible que par le raccomodage entre PC et PS ?

Il faut voir les choses en face. PC et PS ont deux projets de société inconciliables, c'est bien là l'origine de leur division.

Faut-il d'échec en échec poursuivre sur cette voie, ou trouver en s'appuyant sur les avancées déjà réalisées des révolutionnaires et sur les remises en cause de l'intérieur même des institutions de gauche les ressources d'une autre voie ?

Robert EMERY

dans l'actualité...

Net succès pour la lutte des nettoyeurs du métro

■ Les nettoyeurs du métro, après quarante jours de lutte, ont repris le travail. Une reprise avec des acquis importants. Pourtant certaines appréciations ont été portées qui nient la réalité de la victoire revendicative des nettoyeurs. Il nous a semblé important de partir des faits et de regarder dans le détail ce qu'il en est du protocole signé pour la reprise du travail.

Un des principaux objectifs de la lutte des nettoyeurs était, rappelons-le de s'opposer au projet de licenciement collectif envisagé par la direction de la RATP, le 1er janvier 1981, date de renouvellement (pour 3 ans) des marchés de nettoyage entre les entreprises sous-traitantes et elle-même.

Ce projet - qui aurait vu la rupture du contrat de travail de plusieurs centaines de balayeurs - était la conséquence directe du plan de réduction du nettoyage des stations de métro, un des volets du plan de rentabilisation de la RATP.

Emploi assuré pour trois ans

Concrètement, le 1er janvier 1981, les entreprises de nettoyage qui auraient passé contrat avec la RATP n'auraient pas été obligées - contrairement à ce que la grève de juin 1977 leur avait imposé - de prendre en charge l'ensemble des nettoyeurs actuellement en place. Ces derniers et c'est le 1er acquis justement de leur grève ont imposé à la RATP qu'elle renonce à l'ensemble des licenciements économiques prévus pour le 1er janvier 1981 et ce en plus pour une durée totale du prochain contrat RATP-entreprises de nettoyage, donc trois années. Dans une période où - étant engagés dans de vastes plans de restructurations - patronat et gouvernement opposent la plus ferme intransigeance aux luttes sur l'emploi, il s'agit là d'un recul d'une portée appréciable qu'ont arraché les nettoyeurs en matière d'emplois ; il est difficile d'en disconvenir ! Et c'est pourquoi on comprend mal les propos ironiques du syndicat CGT des nettoyeurs contenus dans le tract distribué à l'Assemblée générale de reprise du 1er mai soulignant que le protocole d'accord était un protocole d'abandon ne comportant aucune garantie après 1983. Et pour faire bonne mesure, ce syndicat appellera pour sa part à poursuivre un mouvement taxé par lui de «gauchiste», après avoir refusé que ses quelques adhérents y participent durant 40 jours ! On comprend d'autant moins cette accusation que la lutte a permis d'obtenir en matière d'emplois, d'autres acquis, certes plus contrastés : concrètement, les entreprises sous-traitantes qui, jusqu'ici avaient plusieurs activités dans le métro (balayage, réparation de bâtiments) pouvaient muter les nettoyeurs qui, de ce fait, ne bénéficiaient plus de la convention collective de la manutention ferroviaire. En cas de mutation, ils en bénéficieront toujours. Ces mutations - effectuées entre autre sur ordre de la RATP - permettaient en outre de licencier plus facilement car étant isolé, tel ou tel nettoyeur jugé trop combatif. Les travailleurs mutés seront protégés également durant 3 ans de tout licenciement économique.

Avantages égaux aux emplois stables RATP

Deuxièmement, outre le maintien de leur emploi, les nettoyeurs ont arraché des revendications concernant leurs conditions de travail, particulièrement intéressants à noter, en ce sens qu'elles sont avant tout des avantages qui étaient réservés jusqu'ici aux travailleurs bénéficiant du statut RATP, et elles ont été obtenues à 100 % c'est à dire en égalité complète avec les travailleurs RATP aux emplois stables. Ce qui ne s'était jamais vu à ce point même pour la grève de 1977. Il s'agit de l'accès aux douches de la RATP ainsi qu'au restaurant d'entreprise. Il y a là un acquis qui va bien au delà du simple aspect économique, puisqu'il constitue une nouvelle brèche importante dans la politique de division en multiples catégories mis en place par la RATP depuis quelques années.

Sur les salaires ? Là encore, le syndicat CFDT RATP aura été accusé d'avoir repoussé l'obtention des 2 800 F - revendication initiale - à l'année 1982. Qu'en est-il ?

Les grévistes, lors d'une première séance de négociation, ont arraché, alors qu'ils touchent 2 350 F, une augmentation *immédiate*, nette de leur salaire de 212 F, (10% de leur paye), ce qui n'est pas courant de nos jours. De surcroit, ils ont obtenu que leur salaire soit effectivement porté à 2 800 F net ... pour le 1er juillet 1982, c'est vrai, mais avec des étapes et surtout en francs constants, c'est à dire tenant compte de la hausse des prix. Ce qui fera aux nettoyeurs à cette date un salaire net de 3 700 F à cette date soit une augmentation de 1 165 F, donc de 45,9 % en deux ans, ce qui est beaucoup mieux que le taux d'inflation prévisible quand même d'ici là (environ 25 %).

Un bilan positif

Dernier point : les entreprises de nettoyage qui passeraient des contrats avec la RATP en 1981 pour la première fois devront également se conformer à ce salaire minimum car il sera inscrit par la RATP dans les prochains contrats ce qui va l'obliger elle-même à donner plus d'argent aux entreprises de nettoiement. Acquis en matière d'emplois, de salaires et en tant que hors statut : la victoire des nettoyeurs est importante. C'est pour cela qu''ils ont repris le travail, en toute connaissance de cause et satisfaits. Contrairement à ce qui s'est dit, la CFDT RATP n'a pas signé le protocole d'accord dans le dos des grévistes sans leur accord : elle ne l'a fait que sur la base de leurs discussions et votes. Cette pratique démocratique a d'ailleurs été une caractéristique d'ensemble du mouvement sans lequel il n'aurait pas abouti à la victoire. Un mouvement dont la force (et le résultat) s'explique par le fait que du début jusqu'à la fin, il s'est appuyé sur les travailleurs. Dans sa préparation même et surtout au cours de nombreuses assemblées de chantiers, les syndicalistes CFDT ont su traduire et synthétiser les exigences essentielles communes et les faire converger en un élan unique. En retour, le fait de s'appuyer sur les aspirations des travailleurs, a permis progressivement de fonder une solide unité. Une unité à laquelle on aura d'ailleurs travaillé efficacement, les militants s'attachant dès le départ à convaincre les non grévistes à les rejoindre.

En cette période où les luttes rencontrent beaucoup de difficultés pour se développer, le net succès des nettoyeurs du métro vaut d'être signalé. Il est exemplaire pour les militants CGT et CFDT qui s'attachent aujourd'hui à rassembler les conditions nécessaires au débloquement des luttes.

Richard FEUILLET

La disparition de Tito pose différents problèmes, notamment celui de la situation de la Yougoslavie, de sa stabilité, de son unité et de la capacité que pourrait avoir l'URSS d'y intervenir en cas de déstabilisation. Beaucoup de spéculations sont faites aujourd'hui à ce sujet.

Plus généralement, si l'on ne peut évoquer l'héritage politique de Tito, deux mots viennent à l'esprit : autogestion et non-alignement. Ces deux thèmes, pour Tito lui-même, pouvaient définir l'essentiel de l'expérience yougoslave. Sans prétendre fournir un dossier complet, nous avons tenté de présenter quelques traits de l'autogestion dans les entreprises et de rappeler brièvement ce que fut le combat de Tito pour le non-alignement.

L'héritage de Tito

Tito et le non - alignement

Conférence de Belgrade (1961)

(...)Nos forces matérielles sont modestes et nos possibilités loin d'être illimitées. En revanche, notre force morale est énorme, ce qui est aujourd'hui d'une importance exceptionnelle. Nos peuples et l'opinion publique de toutes les régions du monde attendent beaucoup de nous. Leurs regards se tournent vers nous avec espoir et confiance. D'autre part, notre bonne volonté et notre détermination de mettre toutes nos forces et facultés au service de lendemains meilleurs pour nos pays et le monde où nous vivons, n'ont pas de limites et se jouent des obstacles.

Lorsque nous nous sommes engagés dans la voie de l'indépendance, lorsque nous avons refusé de nous joindre aux groupements de pays divisés en deux camps antagonistes, lorsque, enfin, nous nous sommes opposés à la politique de division du monde et avons rejeté tout ce qu'elle implique, nous avons choisi une voie difficile. Mais nous avons eu la force de la suivre et d'y persévérer, professant et appliquant un programme de paix et de coexistence qui est aujourd'hui largement connu et admis dans le monde, un programme qui nous permet d'apporter une contribution toujours plus substantielle à la cause universelle.»(...)

Conférence de La Havane (1979) : *interview au journal* Borba

(...)«Nous vivons dans une situation complexe où le développement des relations internationales est à la fois dynamique et contradictoire. Nous sommes témoins d'importantes réalisations positives, comme l'affranchissement de millions d'hommes de l'esclavage colonialiste, l'option d'un nombre grandissant de pays pour leur propre développement socialiste, la transformation du mouvement de non-alignement en un puissant facteur de la politique mondiale, etc. Mais nous nous heurtons en même temps à de nombreux problèmes en souffrance et aux survivances de l'ancien système de rapports, notamment à diverses formes d'inégalité, d'exploitation et de recours à la force.

L'image actuelle du monde est encore assez loin de celle que nous souhaitons avoir. Le monde continue d'être divisé en blocs et grevé de dangereux affrontements que l'on transpose de plus en plus souvent dans les régions des non-alignés et des autres pays en voie de développement. Les anciens foyers de conflits ne sont pas éliminés. Pis encore, on voit malheureusement, apparaître de nouveaux foyers. Les ingérences dans les affaires intérieures des autres pays et les pressions appuyées par la force, y compris les interventions armées sévissent encore. (...)

L'essentiel est, selon moi, que le mouvement de non-alignement suive strictement et sans compromis sa propre voie, qu'il continue d'affirmer ses principes et buts authentiques.

Au cours de son activité, qui dure depuis une vingtaine d'années, le mouvement de non-aligement a élaboré sur les questions de fond, les questions stratégiques, sa vision du monde, une vision commune. C'est sur cette base qu'il a formulé son programme d'action à long terme, qui se réduit grosso modo à la transformation de l'ensemble des relations internationales. Ce programme à long terme doit être mis, naturellement, en œuvre.

S'agissant des tâches fondamentales, je pense avant tout à la nécessité d'entreprendre une action encore plus organisée et intense pour faire échec aux tentatives d'arrêter le processus historique d'émancipation des peuples, extirper toutes les survivances du colonialisme et éliminer les foyers de crise dans le monde. (...)

Le mouvement et la politique de non-alignement ne sont pas, ne peuvent pas être la courroie de transmission ou la réserve d'un bloc quel qu'il soit. C'est incompatible avec l'essence de la politique de non-alignement.» (...)

Le rôle historique joué par Tito dans l'édification du mouvement non-aligné découle de la situation dans laquelle s'est trouvée la Yougoslavie pour affirmer son indépendance face aux grandes puissances dans le monde issu de la Seconde Guerre Mondiale. Ce monde est régi par les relations internationales dépendant des grandes puissances. D'année en année, les pays qui parviennent à l'indépendance refusent ce système, refusent la logique des blocs qui domine la vie politique internationale. En même temps, en faisant l'expérience de l'indépendance, ils découvrent toute une série de méthodes de pressions économiques, politiques et militaires visant à limiter cette indépendance, voire à la remettre en cause. Face à cette situation qui leur est commune, ces pays entrant sur la scène internationale, prennent conscience de la communauté de leurs intérêts : l'idée s'impose à leurs dirigeants qu'en parlant d'une même voix, qu'en s'unissant et en développant leur solidarité avec les peuples encore colonisés, ils peuvent lutter contre l'ordre international existant.

C'est ainsi que Tito, avec Nasser et Nehru participe à toute une série d'initiatives qui, de la Conférence de Bandoeng (1955) à la Conférence de Belgrade vont aboutir à la fondation du mouvement des non-alignés.

Dans les années qui suivent sa fondation, le mouvement s'attache principalement au soutien aux luttes des peuples contre le colonialisme et l'impérialisme : lutte du peuple palestinien, lutte des peuples d'Indochine contre l'impérialisme US, lutte des peuples d'Afrique australe, lutte du peuple coréen pour la réunification pacifique de la patrie. Tito joue un rôle éminent dans ce soutien. Mais, pendant la même période, le dirigeant yougoslave condamne sans appel l'intervention soviétique contre la Tchécoslovaquie et dénonce la théorie de la «souveraineté limitée» par laquelle l'URSS s'arroge le droit de s'ingérer dans les affaires des peuples. Cette position indique une vigilance persistante à l'égard du bloc soviétique alors même que c'est la superpuissance américaine qui est l'ennemi principal des peuples du monde.

Avec les conférences de 1970 à Lusaka et de 1973 à Alger, c'est la dimension économique du mouvement des non-alignés qu s'affirme. l'indépendance politique étant acquise, c'est la question du nouvel ordre économique mondial qui est largement posée. Dans son intervention à la Conférence d'Alger, Tito prend position en faveur d'un soutien au groupe des 77 dans le cadre du dialogue Nord-Sud. Mais le dirigeant yougoslave estime que la lutte pour le nouvel ordre économique ne doit pas se borner à la coordination des positions. Pour la Yougoslavie, la mise en pratique et le renforcement de la coopération entre les pays du Tiers-Monde doit permettre de faire reculer les grandes puissances. Le mouvement des non-alignés ne se contente plus désormais d'élaborer des résolutions de politique générale, il devient une force active qui se bat dans tous les domaines au sein des organismes internationaux, notamment l'ONU.

Mais, depuis quelques années, un des problèmes les plus importants qui s'est posé au mouvement a été la question de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'interventionnisme soviétique dans le Tiers-Monde. Dans un premier temps, même s'il peut les déplorer, le mouvement ne condamne pas les interventions soviéto-cubaines en Afrique. En effet, ayant eu pour cible l'impérialisme américain, le mouvement éprouve une certaine difficulté à caractériser l'interventionnisme soviétique dans le Tiers-Monde. Cependant, alors que cet interventionnisme se développe et que, au sein même du mouvement, des partisans de l'URSS tels Cuba et le Vietnam défendent la thèse selon laquelle l'URSS constituerait «l'allié naturel» du mouvement, Tito va consacrer les dernières années de sa vie à une défense intransigeante des principes du non-alignement. C'est ainsi que le gouvernement yougoslave condamne l'intervention vietnamienne au Cambodge. De même, pour battre en brèche l'offensive des partisans de la thèse de l'«allié naturel», Tito, ainsi que les autres dirigeants yougoslaves, paye de sa personne, en rencontrant de nombreux chefs d'Etat pour préparer la conférence de la Havane de septembre-octobre 1979.

On peut donc dire que la lutte contre les partisans de l'alignement sur l'URSS aura été le dernier combat du fondateur du mouvement non-aligné. Deux mois après, la dernière prise de position yougoslave énoncée du vivant de Tito a été la condamnation de l'intervention soiviétique en Afghanistan. Il ne s'agissait nullement d'un combat d'arrière-garde. En effet, en janvier 1980, la grande majorité des membres du mouvement se conformait aux recommandations de Tito, puisqu'ils condamnaient à l'ONU l'intervention en Afghanistan. Aujourd'hui, Castro, président en titre du mouvement, se trouve confronté à de graves difficultés et semble être de plus en plus contraint à désavouer les aspects les plus criants de l'expansionnisme soviétique. Ansi, en affirmant l'année dernière que le mouvement ne saurait être la «courroie de transmission» d'un bloc, le dirigeant yougoslave n'était pas le défenseur nostalgique de principes dépassés. Jamais au contraire, dans la situation de tension internationale actuelle, l'idée du non-alignement, n'a été aussi à l'honneur. Tout indique que l'héritage de Tito sera assumé.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

L'héritage de Tito

L'expérience de l'autogestion

Elaborée à partir de 1950, l'expérience yougoslave de l'autogestion se présente comme une voie socialiste originale différente du modèle soviétique et des systèmes comportant une planification centralisée.

Dans le système autogestionnaire, le plan n'a qu'une valeur indicative. Chaque entreprise doit élaborer son plan de production, et dans l'entreprise, les travailleurs doivent gérer par l'intermédiaire du conseil ouvrier.

La législation distingue plusieurs organisations : le collectif ouvrier (assemblée générale des ouvriers), le conseil ouvrier (plusieurs dizaines de travailleurs) qui se réunit au moins toutes les six semaines et doit se prononcer sur les décisions importantes, le conseil de direction qui contrôle directement la gestion de l'entreprise. Quant au directeur, c'est un «technicien» nommé par l'Etat mais pouvant être révoqué par le conseil ouvrier.

D'après de nombreuses enquêtes, y compris celles effectuées par des sociologues yougoslaves, il ne semble pas que cette ensemble de structures ait réellement permis à de simples travailleurs de prendre effectivement en main la gestion de leur entreprise : en effet, le nombre des ouvriers de production diminue à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie du système autogestionnaire. Par contre cadres politiques, cadres d'organisations de masse tendent à cumuler les activités et les responsabilités. Ainsi, cette structure fort démocratique dans son principe ne semble pas avoir connu un fonctionnement répondant au but qui lui était assigné : transformer les rapports de production, puisque en fin de compte les «spécialistes» paraissent avoir le contrôle. L'autogestion dans les entreprises yougoslaves n'a donc pas permis de résoudre le problème fondamental de la délégation de pouvoir.

Au niveau de l'ensemble de l'économie, l'autogestion a eu pour conséquence un certain nombre de phénomènes de concurrence et de déséquilibre caractéristiques de l'économie de marché. Comme la notion d'intérêt général tend à disparaître en l'absence de plan, chaque région, chaque entreprise a pour but ses intérêts égoïstes, sans tenir comptes des besoins du peuple ou des problèmes de l'économie nationale. Ces entreprises pratiquent la spéculation, ou bien refusent d'investir dans la recherche.

Face aux problèmes posés par le fonctionnement de l'autogestion, les dirigeants yougoslaves ont, avec des réformes successives, de plus en plus, eu recours à des solutions donnant de plus en plus de place à l'entreprise privée. Diverses dérogations permettent à ceux qui fondent une entreprise de dépasser le seuil légal de 5 salariés. Ils peuvent également lui donner le statut plus ou moins fictif d'entreprise autogérée. En fait, aujourd'hui, dans le revenu national, la part du secteur autogéré n'arrive qu'en quatrième position après l'agriculture, le tourisme (secteur privé) et les rentrées de devises provenant des émigrés.

Le problème du chômage et de l'émigration semble également constituer une conséquence négative de l'absence de planification centralisée. En effet, depuis 1965, l'Etat n'a plus les moyens d'imposer une certaines proportion d'emplois nouveaux comme il pouvait le faire dans le cadre du plan. C'est pourquoi l'économie yougoslave ne peut absorber le flux de jeunes venant des campagnes. Devant la montée du chômage, de 1960 à 1973 plus d'un million de travailleurs yougoslaves partent dans les pays européens, notamment en Allemagne.

Aujourd'hui, avec le développement du chômage en Europe, beaucoup reviennent au pays : les demandes d'emploi seraient donc au nombre d'environ 750 000 en Yougoslavie. Le gouvernement yougoslave tente de faciliter leur réinsertion en les encourageant à créer de petites entreprises privées grâce à la qualification qu'ils ont pu acquérir, avec des machines et des capitaux qu'ils peuvent ramener de l'étranger.

En ce qui concerne l'ambition majeure de l'autogestion yougoslave, l'instauration de nouveaux rapports de production, en rupture avec les aspects négatifs de la planification centralisée, peut-on dire qu'elle est atteinte alors qu'une bureaucratie technocratique semble tenir les leviers du pouvoir dans les entreprises ? Et d'un point de vue d'ensemble, l'économie yougoslave — dont nous avons décrit quelques traits — peut-elle être qualifiée de socialiste ? Tels seraient les problèmes qu'il faudrait approfondir si l'on voulait tenter de tirer un bilan de l'expérience yougoslave d'autogestion.

J.P.C

Vladimir Borissov libéré

C'est le 3 mai 1980 qu'on apprenait la libération de Borissov. Fondateur du 2e syndicat libre, le SMOT , apparu en URSS en 1978, Borissov était interné en hopital psychiatrique depuis le 27 mars 1980 (voir *P.L.S* n°1). Pour la troisième fois, une campagne d'opinion internationale l'a sorti de l'asile psychiatrique. Mobilisation syndicale qui a amené l'O.I.T. à transmettre sans plus attendre sa protestation auprès des syndicats officiels soviétiques. Mobilisation des psychiatres aussi. Depuis le dernier congrès de psychiatrie mondiale à Honolulu en septembre 1977, qui avait condamné *«les abus systématiques de la psychiatrie à des fins politiques en URSS»*, un certain nombre de psychiatres occidentaux étaient intervenus personnellement pour dénoncer nominalement certains psychiatres particulièrement zélés du KGB. Les autorités soviétiques avaient alors hésité à interner à nouveau des personnalités connues de la dissidence. Borissov lui-même déclare au téléphone à sa libération avoir constaté de profonds changements dans l'attitude des psychiatres depuis son dernier internement qui date de 3 ans. Les autorités soviétiques, tellement attachés à sauvegarder les liens scientifiques avec les occidentaux n'ont sans doute pas voulu poursuivre l'internement d'une haute figure de la dissidence, internement qui à terme, aurait pu leur coûter des relations scientifiques de plus en plus menacées. Borissov a été libéré de l'asile psychiatrique. 4 autres membres du SMOT sont toujours emprisonnés : Vladimir Skvirky Lev Volokhonsky, Nicolas Nikitine et Iouri Grimm. La campagne pour leur libération, la campagne pour la reconnaissance du SMOT se poursuivent.

Joëlle FECLAZ

MEETING COBOM

Un silence de mort tombe sur l'Afghanistan dont l'occupation violente constitue l'un des plus graves problèmes des années 1980.

Sans cesse les droits de l'homme sont bafoués en URSS :

- internement psychiatrique du syndicaliste Borissov,
- exil de l'académicien Sakarov,
- détention du physicien Orlov,
- poursuites contre les féministes de Léningrad...

Nous ne pouvons pas déléguer aux seuls Etats le soin de réagir moralement contre ces périls. Le boycott des Jeux Olympiques est l'affaire de tous.

NOUS VOUS APPELONS A PARTICIPER A UNE RENCONTRE-DEBAT—PROTESTATION

avec la participation :
- d'animateurs du COBOM (Comité pour le Boycott des Olympiades de Moscou)
- d'André Glucksmann, de Jacques Julliard, d'Emmanuel Leroy-Ladurie,
- Victor Fainberg, représentant des syndicats libres en URSS, Léonid Pliouchtch
- M. Duvauchelle, journaliste sportif à *Antenne 2*, Hélène Parmelin, etc...

Mercredi 14 mai, Palais de la Mutualité, salle B à 20 heures

●

COMMUNIQUE DE L'AGENCE DE PRESSE LYCEENNE

Le n° 2 de l'Agence de Presse Lycéenne (bulletin de liaison et d'information lycées-LEP) vient de paraître.

C'est conformément aux décisions prises lors d'une rencontre nationale des lycées et LEP qui s'est tenue à Paris le 1er mars à l'occasion du mouvement des LEP, que cette Agence de Presse a été créée.

L'objectif de cette APL est de rompre l'isolement et la dispersion qui marquent les luttes lycéennes, en contribuant à faire circuler l'information et à favoriser les échanges d'expériences (grèves, luttes diverses, expérience de Comité de lutte, de journaux lycéens, etc...)

Le principe de fonctionnement est de passer dans le bulletin de l'APL **tous** les articles qui parviendront à la boite aux lettres. Il paraît un bulletin environ toutes les 3 semaines. L'abonnement est de 10 F jusqu'aux vacances d'été.

C'est un collectif d'élèves parisiens qui prend en charge la parution de l'APL indépendamment de toute organisation politique.

Au sommaire du n°2 : En bref les luttes lycéennes à Mulhouse, St Jean d'Angely, Clermont-Ferrand, Chalon-s-Saône ; correspondances : Blois, Auxerre, Fameck ; A propos de la réforme du pionicat etc...

Envoyez vos articles, vos journaux lycéens, vos chèques à : Laurent Doulsan, 13 rue Delescluze 93 000 Bobigny

Librairie Populaire (Paris) : Livres et débats

Ouverte depuis un an à l'initiative de la fédération de Paris du PCR ml, la Librairie Populaire ne cesse d'élargir ses activités et d'améliorer le nombre et la qualité des ouvrages qu'elle vous propose (littérature, sociologie, philosophie, connaissance du tiers-monde, actualité politique et internationale, féminisme, etc... et de nombreuses revues d'organisations de masse).

Parmi les nouveautés, nous signalons :
— Les bouches s'ouvrent - H.Fizbin 50F
— L'effet Rocard - Hamon-Rothman 49F
— Usines et Ouvriers - Ouvrage collectif 38F
— Procès à Prague - par le VONS 29F
— L'impérialisme français - Cedetim 20F
— Aux origines de la Commune - Dalotel-Faure-Freirmuth 78F
— Comment se soignent les chinois aujourd'hui 45F
— La moisson du phénix - Han Suyin 68F
— Mémoires de Grigorenko 89F
— Le pain nu - Mohamed Chourki 37F
— Le régne de barbarie - Laâbi 39F

Nous avons d'autre part le plaisir de vous informer de l'existence d'une *Carte de fidélité* qui vous donne jusqu'à 15% de réduction sur vos achats.

Enfin, comme par le passé, la Librairie organise régulièrement des débats et rencontres avec des auteurs. Parmi les prochains prévus, et qui vous seront confirmés dans ce journal,
- une rencontre avec Han Suyin, le samedi 17 mai à 14h30
- un débat sur le féminisme
- un débat sur la question de l'Etat sous le socialisme

N'hésitez pas à venir nous voir ou à téléphoner pour vos commandes.

LIBRAIRIE POPULAIRE, 23 rue Saint Sauveur, Paris 2e
Mo Réaumur - Tel. : 508-82-87
ouvert de 10h à 19h30 du mardi au samedi

Directeur de publication : R. Rodriguez
Imprimerie IPCC (Paris)
Commission paritaire en cours

Les contrastes du 1er Mai 1980

- En règle générale, les manifestations se sont déroulées dans la division
- Un courant d'unité et de lutte est apparu de différentes manières dans beaucoup de villes

Le 1er Mai 1980 aura été l'occasion pour tous les ennemis des travailleurs de s'en donner à cœur joie. L'insistance avec laquelle étaient soulignées les divisions, les polémiques, les invectives indiquait leur satisfaction.

Le lamentable spectacle de division syndicale auquel nous assistons depuis quelque temps, au-delà du sentiment de révolte qu'il inspire, a quelque chose d'inquiétant. Loin d'aller en s'atténuant, la division, le sectarisme ont culminé tant pendant le 1er Mai lui-même que dans le cours de sa préparation. Lesvieilles querelles, les anciennes divergences périodiquement ressurgies ne suffisent pas à expliquer la grave situation que nous connaissons aujourd'hui. Assurément, il s'agit d'autre chose ; de plus profond.

Qu'avons-nous vu pour ce 1er Mai : en règle générale, une CGT posant des préalables inacceptables pour l'organisation communes des manifestations. Parfois, lorsque ses interlocuteurs (de plein gré ou poussés par leurs bases) ont fini par souscrire aux exigences cégétistes, ces derniers ont quand même refusé des initiatives unitaires. Dans plusieurs cas, le sectarime outrancier a franchement tourné à la mise en accusation publique.

Il est parfaitement exact que les positions de beaucoup de dirigeants de la CFDT sont sujettes à critiques. Cependant, cela ne peut justifier en aucune façon la très violente et très brutale campagne de dénigrement à l'encontre de l'ensemble des militants cédétistes. C'est d'autant moins justifié par exemple à Paris où des luttes dynamiques et efficaces ont été menées par des militants de la CFDT. Par ailleurs, le feu roulant d'attaques ne s'accompagne pas toujours, c'est le moins qu'on puisse dire, de propositions d'actions, de luttes réellement efficaces.

Le bilan de ce 1er mai n'est pas complétement tiré. Cependant, il n'y a pas eu que des divisions ce jour-là. On y a aussi vu une volonté de lutte et de s'unir qui s'y est affirmée dans de nombreux cas. Beaucoup de militants en ont assez des querelles sectaires, ils critiquent aussi bien les positions attentistes des uns que les attaques sommaires et souvent sans fondements des autres. Ils sont à la recherche des bases d'unité qui ne se fondent pas sur la défense de la boutique mais sur la définition des objectifs susceptibles de mobiliser les travailleurs en cette période où la bourgeoisie frappe sans vergogne. Cela aussi est apparu le 1er Mai 1980.

Gérard PRIVAT

La manifestation de la CGT : enfoncer le clou de la division

«Regrets que le premier mai n'ait pu être organisé dans l'unité qu'auraient souhaitée les travailleurs» : c'est Georges Séguy qui s'adresse aux manifestants, place de la République, avant le départ du cortège. *«Cela tient à des réalités qu'il serait vain de chercher à dissimuler, qui éloignent de l'unité d'action des syndicalistes estimant que la crise du capitalisme doit inciter à la modération revendicative et à la limitation de l'action»*. Alors qu'il est difficile, vu le brouaha qui domine la place, d'entendre ce qu'il dit, il continue à fustiger les *«syndicalistes convertis au consensus de la collaboration de classe». «Pas question pour la CGT de sacrifier les revendications et l'action des travailleurs à une unité de façade dont les seuls bénéficiaires seraient le pouvoir et le patronat... Il est des moments de la lutte des classes où la meilleure façon de servir l'unité, c'est encore de promouvoir l'action»*. Suit un appel à une journée d'action pour la Sécurité Sociale, un appel cette fois plus unitaire. Ce discours, peu de gens l'ont effectivement écouté. Mais il donnait le ton de la manifestation qui, deux heures durant, allait s'écouler de la Place de la République sur les grands boulevards, regroupant 30 000 personnes.

Des mots d'ordre, il y en avait peu sur les revendications. Et pourtant, du moins en certains endroits, la manifestation apparaissait comme combative, plus qu'aux deux précédents premiers mai. Et un peu plus nombreuse, même si ces deux premiers mai constituent plutôt une référence négative. Différente, aussi, dans les cortèges mis en valeur, dans le début de la manifestation surtout : immigrés en grève dans les entreprises de nettoiement SNCF, ouvriers de chez Renault, de chez Talbot, et non pas les cortèges traditionnels de communaux ou du Livre parisien qui, tout en étant présents bien sûr, n'apparaissaient pas comme faisant l'essentiel de la manifestation. Différente aussi, par la présence, à quelques rangs des membres de la direction CGT et de dirigeants du PCF dont Georges Marchais, d'un groupe de militaires, «travailleurs sous l'uniforme», habituellement relégués en fin de cortège...

Mais une manifestation qui, par ses mots d'ordre principaux, laissait un goût plus qu'amer. «Balayons le consensus», criait une partie du cortège de la Presse parisienne. *«Le consensus ne passera pas»*, répondait en écho celui de Renault. Et un peu partout *«Union, action, avec la CGT»*. Des mots d'ordre sectaires, enfonçant le clou de la division syndicale comme à plaisir, sans pour autant donner beaucoup de perspectives, au delà de la journée d'action du 13 mai.

Une manifestation qui avait pour fonction évidente de montrer que malgré la division syndicale, et même du fait de cette division, et des «explications» qu'elle en a donné, la CGT était capable de rassembler des forces, des forces venues des grandes entreprises capitalistes, des immigrés. De ce point de vue, et c'était un peu couru d'avance, la gageure a été tenue, ou a peu près. *L'Humanité* note que la manifestation a regroupé autant de monde que celle du 24 avril, avec plus de combativité. Sans doute. Mais des thèmes sectaires vis à vis des syndicalistes CFDT, et plus largement des très nombreux travailleurs qui se refusent à admettre une telle division.

Monique CHERAN

La manifestation CFDT peu nombreuse mais combative

C'est en fin de compte un caractère assez contrasté qu'aura présenté la manifestation parisienne CFDT du 1er Mai.

Une manifestation de lutte et même de victoire tout au long du trajet du métro Sentier à la Place de la Bastille : elle aura surtout été marquée par la présence - en tête - et l'enthousiasme, des nettoyeurs du métro qui - aprés 40 jours de grève - venaient d'arracher de substanciels acquis (voir l'article P.2). Des nettoyeurs qui, fiers de leur victoire, due à 30 jours d'unité sans faille, feront résonner le défilé cédétiste durant prés de deux heures de leurs mots d'ordre *«Vive la victoire des nettoyeurs»* et souvent applaudis par la population massée sur les trottoirs.

La manifestation CFDT aura été plus généralement le reflet et la confirmation de la grande mobilisation des travailleurs immigrés depuis plusieurs mois, bien souvent à la pointe des luttes : en effet, outre les nettoyeurs, le plus gros de la manifestation aura été marqué par la présence nombreuse de travailleurs turcs qui depuis trois mois mènent courageusement la lutte pour la régularisation de leur situation. Des luttes reflétant un type de syndicalisme que J.P. Bobichon, secrétaire de l'UR CFDT organisatrice de la manifestation, devait définir dans son discours, comme devant surtout promouvoir les luttes *«sur des objectifs précis, donc mobilisateurs, permettant donc en retour des luttes longues»*.

La recherche de l'unité ? Ce ne fut par contre assurément pas la démarche adoptée globalement en ce 1er mai, qui a vu comme on le sait, CGT et CFDT défiler séparément. La manifestation autonome de la CFDT - c'est là son aspect très négatif - s'en est durement ressentie : elle regroupait peu de monde, surtout très peu de travailleurs français, y compris parmi ceux qui ont imprimé de leur lutte ces derniers mois, comme ceux des usines Thomson CSF. On aura pu compter sur les doigts de la main - chose rare - les maigres délégations de syndicats ou de boites : Thomson, SNECMA, les syndicats parisiens de l'habillement, de l'hotellerie, et enfin une UD, celle du Val de Marne.

Telle aura donc été le résultat le plus visible de la lamentable division syndicale de ce 1er mai, division dont ne se satisfaisaient toutefois pas les travailleurs présents et notamment ceux - le plus gros groupe - rangés sous la banderolle de l'UD Val de Marne scandant à plusieurs reprises *«C'est toute l'année qu'il faut lutter dans l'unité»*.

Sur les causes de cette division à Paris ? Tout le monde, parmi les quelques manifestants interrogés, sera d'accord : *«on ne peut pas dire qu'on fasse preuve d'esprit de boutique, car les faits sont là. C'est bien la CGT qui a tout fait pour qu'il en soit ainsi, en multipliant les préalables»*.

Mais beaucoup se demandent s'il était juste, en fin de compte, de se bloquer sur des questions comme celles-ci : *«Surtout que s'il y a une UR qui n'est pas concernée par ces attaques sur le thème du consensus, c'est bien la nôtre, où les 900 nettoyeurs du métro viennent de mener une lutte exemplaire»*.

Certains ajoutaient : *«Tout ça c'est politique, c'est électoral»*. Preuve d'une certaine compréhension que les querelles syndicales recoupent bien en partie les querelles politiques, dans la perspectives de 1981. Et surtout du refus d'une telle situation. On comprendra dès lors les applaudissements fournis qui saluaient ces propos de Maire : *«Nous voulons contrer les manœuvres électorales qui remettent les progrès possibles aujourd'hui pour plus tard. Le mouvement syndical ne subordonne pas le sort des travailleurs au rythme des échéances politiques»*.

Avec cette phrase prenait fin la manifestation cédétiste qui par ailleurs - ce fut un autre point positif - fut marqué par l'internationalisme et le soutien aux peuples en lutte : on notait la présence dans le défilé, outre les travailleurs turcs, des étudiants tunisiens, *«Ni Sadate, ni Begin, Vive la Palestine»*, une délégation d'étudiants Erythréens, et des opposants soviétiques, ainsi Fainberg, représentant du SMOT (syndicat libre d'URSS) à l'étranger au côté du COBOM, réclamant la libération de Borisov, fondateur du SMOT.

Richard FEUILLET

Les contrastes du 1er Mai 1980

Manifestation CGT-CFDT à Lyon

«Offensive unitaire jusqu'aux résultats» scande la sono de l'union départementale CFDT. En tête de la manif sous la banderole unitaire l'énorme sono CGT affirme : *«Le consensus c'est des chômeurs en plus» ; «L'anti-communisme, c'est l'arme du capital». «Nous sommes solidaires des peuples qui se libèrent»* reprend-on en commun, mais en se situant dans deux optiques opposées ! Les militants CFDT reprennent avec sourire et force le mot d'ordre lancé par la sono CGT !

Ici, un responsable CFDT persuade une section que condamner le consensus ne les dérange pas, au contraire, que condamner l'anti-communisme aujourd'hui, bien sûr, au delà des termes, celà sert Marchais, « *mais c'était çà ou rien : c'est quand même mieux que faire 9 manifs comme à Paris !»*

La manif arrive devant la Bourse, chacun se rend compte qu'elle était importante. *«Ça fait longtemps qu'on avait pas fait tant pour un 1er mai». «Plus de 5 000 peut-être 6 000. Les mots d'ordre de divisions sont peu passés dans les cortèges»* rapporte un permanent essouflé après avoir compté la manif.

La camionette CGT après avoir scandé ses propres mots d'ordre diffuse la déclaration commune qui appelle à l'action notamment pour le 13 mai. Des dizaines de tracts : «Irlande, goulag politique», *Bonjour*, le journal du PC en direction des employés, un 4 pages Tunisie *L'ombre des potences* et la tête de Bourguiba se balance au bout de la corde au milieu de la place ; *Lutter pour s'unir, s'unir pour lutter* exige le tract du PCR et du PCML ; le collectif des signataires PTT 69 à l'appel à l'union dans les luttes diffuse l'appel du collectif national pour le 1er mai : *«Tout indique à ce jour qu'hormis quelques région dont il faudra saluer l'exemple, le 1er se tiendra dans la dispersion et la division».*

Correspondant LYON

Le 1er Mai à Roubaix-Tourcoing

Face aux divisions, la volonté de s'unir dans les luttes

Si comme ailleurs, ce 1er mai à Roubaix-Tourcoing aura été à l'image des divisions existantes au niveau politique et syndical, il aura également été à l'image de cette volonté qui existe chez bon nombre de travailleurs et de militants de vouloir surmonter les divisions.

Alors que les unions locales CGT et CFDT appelaient en ce jour du 1er à des rassemblements différents, aucun accord n'ayant pû être réalisé, une initiative prometteuse devait aussi avoir lieu à Tourcoing, à l'appel du comité pour l'union dans les luttes.

En effet, sur la base de la création, quelques jours auparavant d'un comité d'Union dans les luttes sur Roubaix-Tourcoing, regroupant une quarantaine de personnes, un rassemblement de présentation de ce comité était appelé le matin même de ce 1er mai à la place de Tourcoing. 120 personnes y étaient présentes dont des militants CFDT et CGT, des militants du PC et du PS et d'extrême-gauche ainsi que des personnalités du conseil municipal PS et PC de Tourcoing. A ce rassemblement devait être prononcées deux interventions de militants ouvriers de la Lainière de Roubaix, l'un CFDT et l'autre CGT. Une présentation rapide du comité y était faite. De plus y était affirmée l'importance de l'union à la base afin de surmonter toutes les divisions qui apparaissent au niveau des boites. Insistance était portée également sur les divisions syndicales dans la période qui prenaient des allures catastrophiques sur la place quand on connait l'importance des restructurations sur les boîtes de Roubaix-Tourcoing. Insistance d'autant plus marquée que ces divisions avaient un effet particulièrement démobilisateur au niveau des travailleurs et des militants syndicaux d'entreprise et que cela ne contribuait certainement pas à la riposte nécessaire et la plus large face aux attaques du gouvernement et du patronat.

Un intérêt certain

Ces interventions ont été très largement applaudies et ont connu un intérêt certain comme l'ont montré la cinquantaine de prise de contact avec le comité.

Ce rassemblement, considéré comme un succès important par les membres du comité, correspondant à de réelles aspirations de lutte, devait se terminer vers 9 h 30 afin de ne pas géner les initiatives syndicales, marquant par là la volonté de ne pas apparaître comme une force de division.

En effet à 9 h 30, se tenait pour la CFDT un rassemblement à l'UL CFDT de Tourcoing qui regroupait environ 150 personnes. On y retrouvait là bon nombres de participants à l'initiative du comité d'union dans les luttes. Il est également intéressant de noter que la semaine précédente avait eu lieu une assemblée générale CFDT dans laquelle s'était affirmée la volonté de faire une manifestation unitaire avec la CGT, et celà même si un accord au niveau local n'avait pu être réalisé. Aussi, cette volonté s'est-elle retrouvée à ce rassemblement CFDT du 1er mai où un vote à main levée décidait de rejoindre le cortège CGT.

Du côté CGT justement, le rassemblement se tenait à la limite de Roubaix-Tourcoing, face au Mercure, siège du syndicat patronal du textile. Ici étaient présents 100 à 150 militants CGT,du PC ainsi que quelques conseillers municipaux PC de Roubaix-Tourcoing.

L'absence de militants d'entreprise

Fait important et significatif des répercussion de ces divisions, était l'absence marquante de militants d'entreprise, grandes et petites de Roubaix-Tourcoing, généralement présentes mêmes si elles sont limitées en nombre.

La situation était bloquée et l'on peut s'interroger, au regard des raisons invoquées pour en arriver là, sur la volonté d'unité de la CGT, alors qu'existait une réelle volonté de la part de la CFDT, poussée il faut le dire par une aspiration profonde de ses militants à la base.

Manifestement il n'y avait pas la recherche de surmonter ce qui divisait CGT et CGDT car s'il est bien vrai que l'on peut s'interroger sur l'attitude de la CFDT à Denain qui a signé la convention sociale, ou encore sur la dissolution de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque, il n'en reste pas moins qu'il est injuste d'affirmer que la CFDT est absente au niveau des luttes de la région et notamment à Roubaix-Tourcoing (la dernière grève de Mai 79 à la Lainière de Roubaix ou encore la récente lutte sur la Redoute montre bien le contraire). D'un autre côté, on ne peut semble-t-il pas affirmer que seule la CGT est à l'action même si effectivement elle est présente dans nombre de luttes. Les récentes mobilisation de la CGT à Roubaix-Tourcoing comme celle de la manifestation du 24 avril, loin de confirmer une image offensive et triomphaliste de la CGT,confirmaient plutôt les réelles difficultés de la période pour créer une dynamique de lutte, si ce n'était la confirmation de l'impact négatif que suscitent toutes ces discussions syndicales.

Quoiqu'il en soit, le résultat était là. Vers 10 h 30 démarrait le «cortège unitaire» avec en tête la CGT et quelques mètres plus loin, le cortège de la CFDT. Ce cortège devait parcourir les rues populaires des quartiers limitrophes de Roubaix-Tourcoing.

Ainsi donc, significative aura été cette journée du 1er mai à Roubaix-Toucoing. Significative du point de vue de l'état des divisions et des efforts consentis de part et d'autre des confédérations pour les surmonter, significative de l'impact démobilisateur sur les travailleurs. Mais néanmoins, et cela semble dû à l'aspect novateur et offensif de cette journée, est apparue la volonté de tout faire pour surmonter les divisions et recréer une dynamique de lutte nécessaire. Cela principalement et positivement lors du rassemeblement du comité d'union dans les luttes, ensuite et de manière limitée et pas forcemment efficace avec cette volonté afimrée par les militants de base de la CFDT de manifester en commun avec la CGT sur des mots d'ordres d'actions et d'unité.

Correspondant ROUBAIX

«L'Union dans les luttes» à Beaubourg

«Marquer le coup»

Comme on pouvait le craindre, le 1er mai ne sera pas à marquer d'une pierre blanche pour les militants parisiens regroupés autour de l'appel à l'union dans les luttes. Parce que globalement il s'est agi d'une journée marquée par la division, et aussi parce que le rassemblement organisé à Beaubourg, pour affirmer justement le refus de ces divisions ne peut pas être considéré comme un succès au regard des potentialités que révèle l'appel et les milliers de signatures qu'il a recueilli sur Paris et sa région.

De 10 heures à 12 heures 30, c'est un petit millier de personnes qui s'est retrouvé sur le parvis de Beaubourg, et parmi eux peu de militants du PCF, peu de militants du PS, et même relativement peu de militants des Comités d'Union à la Base, qui pourtant sont assez nombreux dans la région parisienne. L'essentiel était certes de «prendre date», et de marquer la volonté d'union et de lutte qui anime nombre de militants, et de ce point de vue ceux qui sont venus n'ont pas eu tort de le faire, loin de là : à preuve la présence des travailleurs de Darboy, qui dans la soirée ont animé sur leur entreprise des débats autour de l'union dans les luttes, à preuve la présence d'associations de lutte, comme SOS Emploi 19°, à preuve encore les prises de parole de certains CUB, qui malgré tout n'ont peut-être pas mises en relief comme il aurait convenu de le faire.

Reste cependant une inadéquation patente entre l'ampleur du courant de signature (les 85 000 sont quasiment là) et la volonté de débat et d'action qui se manifeste dans les CUB d'une part, et le rassemblement de Beaubourg d'autre part. L'ampleur des manœuvres troskystes n'y aura pas été pour rien : leur volonté de greffer une manifestation de «syndicalistes unitaires» sur le rassemblement d'union dans les luttes aura repoussé ou découragé plus d'un militant des partis de gauche notamment, même si les initiateurs de la pétition avaient pris la précaution élémentaire de se dédouaner de cette initiative, y compris en modifiant totalement les horaires du rassemblement deux jours avant le 1er mai !

Les difficultés d'organisation et de centralisation, inérentes à un mouvement qui se veut par définition hors des partis et groupes organisés, auront aussi pesés de tout leur poids. Plus fondamentalement, le 1er mai aura mis en évidence une contradiction pourtant présente dès le début : comment concilier le besoin d'actions centrales avec la nécessité de ne pas avoir de centre et de n'agir que par émanation *«de la base»* ? La réponse à cette interrogation, en tout cas, ne réside pas dans la suppression d'un des termes de la contradiction : ne rien faire le 1er mai en pleine division, eût été incompris. Mais que faire qui ne fasse pas apparaître «l'union dans les luttes» comme un nouveau courant organisé et structuré ? Le rassemblement de Beaubourg aura été la réponse apportée le 1er mai.

On l'aura compris, la richesse des CUB, et plus généralement du mouvement d'union dans les luttes, n'est pas seulement apparue dans le rassemblement de Beaubourg. Elle n'est pas apparue non plus dans le discours - central ? - prononcé par Etienne Balibar, qui s'est surtout attaché à repréciser «l'esprit» de l'appel, sans cependant l'enrichir. C'est pourtant bien par cet enrichissement politique que seront surmontées les contradictions évoquées plus haut.

N.D.

Nantes :

les nettoyeurs des trains en grève

Depuis le début du conflit des nettoyeurs du métro, les nettoyeurs de trains de Nantes suivent cette lutte, s'interrogent sur les moyens de lui venir en aide et de faire aboutir les revendications semblable inscrites depuis déjà longtemps sur leur cahier revendicatif.

Les problèmes sont bien les mêmes. Tous les ans les contrats sont renouvelés entre la SNCF et les entreprises de nettoyage. La boîte change à chaque fois. Après l'entreprise ferroviaire, çà a été Laving-Glaces. C'est contre cette entreprise que les nettoyeurs des trains ont mené leur lutte victorieuse en décembre 1977 contre un licenciement, faisant retentir le mot d'ordre *«nettoyage =esclavage»*, placardé sur les murs de Nantes et qui avait amené une grande sensibilisation des travailleurs nantais et un soutien actif à la lutte.

Aujourd'hui c'est l'USP (Union des services publics) qui a conclu le contrat depuis 1978. C'est par contre Otteneto qui nettoie les bureaux et les locaux de la gare : une division supplémentaire. A chaque changement de patron, il faut mener une nouvelle bataille pour le maintien des avantages acquis. Les nettoyeurs des trains et les nettoyeurs des bureaux ne sont pas soumis à la même convention collective. Une fois de plus, la politique des statuts précaires joue gravement contre les intérêts des travailleurs.

L'intérêt porté à la lutte des nettoyeurs du métro, c'est que justement ils sont soumis à la même convention collective que les nettoyeurs des trains, la convention collective de la manutention ferroviaire. Un victoire de ceux-ci peut se répercuter sur l'ensemble du nettoyage ferroviaire : l'enjeu est d'importance.

Trois jours de grève sont organisés dans l'unité d'action CGT-CFDT début avril. Largement suivis, ils permettent une sensibilisation des travailleurs . Maintenant la presse est lue, les articles sur le métro découpés et mis sur le panneau syndical. C'est le vendredi 25 avril que doit se réunir la commission paritaire. La grève est décidée à partir du mardi 22, à l'appel des deux syndicats. Elle est suivies à 100%, mieux que tout ce qui avait été fait jusque là. La CGT est dans le coup pour la première fois pour une action d'ampleur, et c'est apprécié.

Le samedi 26, on apprend que les organisations syndicales CFTC, CGC et FO ont signé l'accord qui prévoit 5% d'augmentation sur les salaires, 5% sur les primes et une prime supplémentaire dite «d'incommodité» de 5 Francs par jour. En tout, cela fait 9,3% d'augmentation, le calcul étant facile à faire vu que tout le monde est au SMIG. C'est trop peu. Le métro continue, Nantes continue ; l'occupation des locaux est votée le 29 et effective le même jour. On profite de la mobilisation pour aider les filles d'Otenneto à obtenir des vestiaires en faisant venir la médecine du travail et l'inspection du travail, la direction SNCF, par la main sur place. L'accord est obtenu, pour la première fois depuis dix ans que les bureaux sont nettoyés par le privé, et en dépit de toutes les lois, codes du travail, etc, les filles auront un vestiaire propre dans un local SNCF à aménager.

Dernier événement en date, la reprise des gars du métro, à partir de l'accord établi avec la CFDT. Cet accord, positif dans son ensemble même s'il ne donne pas les 2 800 F tout de suite, est vivement critiqué par la CGT locale et CGT cheminot, comme un *«accord de recentrage»*, trahison de la lutte des nettoyeurs.

Il s'agit pour la section CFDT de rétablir les faits. En même temps un doute s'est glissé : la CGT majoritaire dans la plupart des entreprises de nettoyage affirme que la lutte est largement étendue en France dans ces entreprises. La FGTE-CFDT dit le contraire ; à qui se fier ? La section CFDT décide de vérifier par elle-même. A Rennes où la CGT annonçait une grève totale, c'est en fait une journée de grève qui a lieu. A Lyon, des débrayages de deux heures, à Bordeaux également. Il est de plus en plus clair que la CGT fait de la surenchère et se prépare à faire porter le chapeau d'un éventuel échec à la CFDT.

La section CFDT examine la situation.

— L'accord signé pour les nettoyeurs du métro sur 2 600 F au 1er octobre et 2 800 F au 1er juin 1982 ne s'applique pas aux autres nettoyeurs. Seuls les 9,3% s'appliquent à eux.

— Il s'agit donc pour continuer la lutte de faire pression pour obtenir un élargissement de cet accord à l'ensemble des entreprises de nettoyage, ou au moins à l'USP au niveau national .

— Cela ne peut se faire qu'avec le développement des luttes dans ces entreprises et un soutien important des structures fédérales (FGTE et Union Fer)

— De plus, un soutien local est indispensable dans les entreprises et par l'intermédiaire des structures (UL-UD), qu'il s'agit de mobiliser : déjà unitairement les UL ont annoncé à la manifestation du 1er Mai la nécessité de soutenir financièrement la lutte de l'USP, ce qui a étét fait.

C'est à ces tâches qu'il a été décidé de travailler.

Ainsi il doit être possible de déterminer clairement au bout de quelques jours les possibilités de gagner et d'aller plus loin que les conventions collectives. Un des atouts à ne pas négliger c'est la forte mobilisation des travailleurs pour qui le salaire actuel dérisoire de 2 400 F même augmenté à 2 550 F (dimanches compris) et ne permet plus de tenir le coup. Il suffit que le mari soit au chômage ou en maladie, situation de plus en plus courante, pour que ça devienne vite intenable.

Quoi qu'il en soit, c'est dans la démocratie et en toute connaissance de cause que les travailleurs vont décider des possibilités de poursuite de l'action et des objectifs à atteindre. La démagogie ne devra pas jouer dans cette décision, mais, pour autant, tous les moyens devront être pris pour faire aboutir, maintenant ou un peu plus tard, les revendications essentielles des nettoyeurs. Il s'agit aussi impérativement d'élargir la brèche que les nettoyeurs du métro ont creusée dans la politique patronale des hors-statuts, et ce pour la première fois de manière aussi significative.

Correspondant

à livres ouverts

S'interroger sur Cuba...

Quand Marie-France Mottin, journaliste, après deux voyages touristiques à Cuba, a demandé à Almeida, un des dirigeants du gouvernement cubain, l'autorisation de travailler une année à Cuba, d'être payée et de vivre comme les Cubains, elle n'avait pas l'intention première de rassembler du matériau pour écrire un livre. Attirée par cette expérience spécifique, par la chaude hospitalité du peuple cubain, son propos n'était pas en restant à Cuba de *«justifier les craintes yankees devant* «l'affreux totalitatisme», *ni d'encenser aveuglément* «le premier territoire libre d'Amérique». Elle voulait appréhender Cuba de l'intérieur, voir connaître, discuter. Et le témoignage qu'elle nous livre, qui n'a pas la rigueur de l'approche scientifique, a cependant la spontanéité du vécu. Après les récents événements à Cuba, ce livre apporte quelques éléments, et, au-delà des anecdotes, donne matière à réflexion.

C'est tout d'abord avec perplexité et animée de sentiments contradictoires que Marie-France Mottin apprécie la réalité cubaine, ce qu'elle appelle *«les deux faces de la médaille»*. D'une part elle remarque les réalisations spectaculaires depuis la prise de pouvoir par les guérilleros : dans le domaine de la Santé, et de l'Education en particulier. Hôpitaux dans les campagnes et les zones urbaines, médecine compétente, efficace, gratuite, analphabétisme vaincu. Egalement les réformes agraires successives, par lesquelles les latifundistes ont été expropriés et des fermes d'Etat mises en place. D'autre part elle observe les grandes difficultés en matières de ravitaillement qui entraînent d'interminables queues devant les magasins, des tickets de rationnement, ainsi qu'un système de distribution des produits aberrant qui engendre une véritable *«psychose»* de manquer l'arrivage.

Mais est-ce que l'on doit s'en tenir à ces critères-là pour affirmer que Cuba est ou n'est pas socialiste ? Le socialisme peut-il se réduire à la simple appropriation des moyens de production ou à une amélioration, fût-elle considérable, des conditions de vie des travailleurs ?

La grande question n'est-elle pas plutôt de savoir quel sera le rapport des travailleurs au nouvel Etat et les moyens qu'ils auront pour prendre eux-mêmes leurs affaires en main et libérer ainsi leurs initiatives créatrices ? Car en définitive c'est bien à cette question que se rapportent les symptômes que Marie-France Mottin décèle dans la société cubaine. En effet ce qui la frappe d'un bout à l'autre de son séjour à Cuba, c'est l'esprit de résignation, le manque d'énergie, d'initiative chez les travailleurs qui entraînent même un désintérêt du travail, parfois un sabotage.

Ce qui la frappe c'est la démobilisation, les aspirations à partir ailleurs, à quitter le pays, à fuir la *«normalité»*, l'uniformité du quotidien, la médiocrité dans le travail. (*«L'Amérique-Eldorado, c'est aussi le rêve de beaucoup qui n'ont pourtant ni famille là-bas ni spécialisation qui leur garantirait un emploi»*).

Ce qui la frappe c'est le développement de manifestations telles que le racisme, le machisme, la délinquance. Qu'en est-il de cet *«Homme nouveau»* qui serait *«l'espérance du monde»* comme l'écrivait au début du siècle ce héros de l'indépendance cubaine que fut José Marti ?

Et Marie-France Mottin constate que tout cela n'est pas imputable à une poignée de *«gusanos»* (vers de terre = contre révolutionnaires), ni aux *«vieux restes»* de l'ancienne société.

Alors le peuple cubain a-t-il réellement les rênes de l'Etat ? On ne peut que s'interroger sur ces petits paysans, victimes de la deuxième réforme agraire de 1963 qui a fait brutalement passer le régime de la moyenne propriété à celui de la ferme d'Etat sans aucune consultation des paysans et dont les conséquences désastreuses furent l'exode massif vers les villes, le désintérêt général pour la terre, accroissant ainsi l'écart entre ville et campagne.

On ne peut que se demander si les Cubains sont réellement favorables au resserrement permanent des liens avec l'Union soviétique, lorsqu'on voit les précautions prises par la police cubaine qui protège dans des logements spéciaux les techniciens soviétiques, que d'ailleurs les Cubains appellent les *«nouveaux seigneurs»*.

Qui dirige à Cuba ?

Marie-France Mottin évoque l'existence d'une *«nouvelle classe»* de bureaucrates dont *«la réussite tient au zèle révolutionnaire, aux services rendus, aux appuis surtout :* «Il a des amitiés» *chuchote-t-on.»* Elle décrit leurs privilèges, les facilités qu'ils ont dans tous les domaines de la vie quotidienne. Et puis par ailleurs il y a Fidel, que le peuple cubain perçoit comme étant au-dessus de tout, qu'il n'identifie pas avec le système et dont on retient les discours électrisants. *«Si jamais Fidel venait faire un tour par ici, il règlerait nos problèmes»*. Voilà qui suscite des questions sur l'après-Castro ! Au terme de la lecture, on se sent interpellé par le titre de l'ouvrage *Cuba quand même*. Et on cherche dans la conclusion de l'auteur la justification de ce *«quand même»*. On y trouve le passé glorieux de Cuba dans sa victoire sur l'impérialisme yankee, une sorte de mauvaise conscience sentimentale à ne vouloir pas critiquer un pays du Tiers Monde avec les critères de qui vient d'un pays de *«nantis»*, d'un monde capitaliste. Mais au fait depuis quand les crimes des uns excusent-ils les erreurs des autres ?

Michèle ROUX

CUBA QUAND MEME
Par Marie-France Mottin
Editions du Seuil - 247 pages

Au travers de la lutte anti-raciste, les étudiants tissent-ils un nouveau rapport à la politique ?

Début janvier, l'université d'Angers se mettait en grève pour empêcher l'expulsion de deux étudiants marocains. *«Un mouvement étudiant pour les droits de l'homme»* titrait *Libération* du 15 janvier. Plus d'un étudiant angevin s'est insurgé contre cette volonté de réduire le mouvement à une action charitable. Depuis, les faits ont parlé pour eux. Rouen, Amiens, Nantes, Brest, Poitiers ont suivi Angers dans la lutte contre les mesures racistes du gouvernement, puis une autre vague, après le boycott de l'examen de français du décret Imbert. Le mouvement se prolonge, s'étend, se durcit. Rodéo de bus à Grenoble pour encercler le rectorat, occupation des locaux administratifs à Nice, boycott des examens à Arcueil. Les vacances n'ont pas fait trébucher les grévistes et la coordination de Grenoble a réaffirmé la détermination des étudiants, appelant : *«à la grève générale et totale de toutes les universités de France à partir du 7 mai, avec occupation des locaux administratifs jusqu'à satisfaction totale des revendications»*. Grenoble a mis l'accent sur *«une large ouverture sur l'extérieur (syndicats, ouvriers, population lucéens,...)»*, demandé le soutien des personnels d'université et propose aux MI-SE et instituteurs la tenue *«d'assises de l'Education nationale»*. Cet esprit offensif et cette volonté d'élargissement de la lutte sont les signes d'une politisation nouvelle des étudiants. Politisation souterraine qui produit à Caen des formes de mobilisation confuses, alors qu'à Grenoble, sous l'impulsion des étudiants étrangers, le mouvement approfondit sa réflexion, commence à contruire son expérience.

Grève générale sur le campus de Grenoble

Au delà de la solidarité avec les étudiants étrangers

Des bâtiments au milieu de vertes pelouses, entourées de montagnes enneigées : le campus de Grenoble a un charme certain sous le soleil en cette veille du 1er mai. Malgré le long week-end du 1er mai, les étudiants sont assez nombreux à l'agora de droit - vaste espace en plein air bordée de salles de cours transformées en permanences des différentes commissions du comité de grève - et qui est devenu un peu le quartier général de la lutte. De nombreux panneaux relatent la grève au jour le jour, expliquent le contenu des lois racistes, exposent les initiatives prévues dans les jours qui viennent. D'autres panneaux informent les étudiants du déroulement de la coordination nationale des facultés en luttent qui se tient dans un bâtiment voisin. La lutte des universités représentées est affichée : Caen, Grenoble, Jussieu, Lyon, Nice, Rennes, Montpellier, Censier, Chambéry, Clermont-Ferrand, Nanterre, Tolbiac, St Etienne, Angers. Dans la salle qui abrite la commission-infos on s'active à découper les journaux pour mettre à jour la revue de presse. Au mur, un poème de Prevert sur Mai 1968. Quelques membres du comité de grève présent acceptent de répondre à mes questions malgré les sollicitations nombreuses dont ils sont l'objet. La grève, ce n'est pas de tout repos...

Plus de 200 étudiants interpellés

Une camarade me rappelle les temps forts de la lutte : *«Nous sommes en grève depuis plus d'un mois. Le 20 mars, 48 étudiants ont démarré une grève de la faim et le 24 mars, 200 étudiants étrangers sur 218 ont boycotté l'examen de français du décret Imbert. 1 000 étudiants ont manifesté pour les soutenir. Les CRS ont chargé violemment la manifestation à tel point que le lendemain, la presse rapportait que la population grenobloise était révoltée par la brutalité des CRS. Ensuite la mobilisation est allée en s'amplifiant. Jusqu'à 12 000 étudiants dans la rue. Mais la répression policière s'est elle aussi amplifiée, la police est intervenue à trois reprises sur le campus : pendant les vacances de Pâques, le 9 avril à 4 heures du matin, 122 étudiants qui occupaient le bâtiment administratif de la faculté de sciences sont arrêtés et fichés. Le 23 avril, 86 étudiants qui participent à la réoccupation de ce bâtiment - décidée par 3 000 étudiants en assemblée générale - sont arrêtés et inculpés d'occupation illégale. Aux termes de la loi anti-casseurs, ils risquent 2 à 10 ans de prison ! Le conseil de l'université, à une courte majorité, a décidé le maintien de la plainte. Le vendredi 25 avril, la police est intervenue sur le campus pendant 7 heures. Tout le monde a été frappé par l'ampleur des moyens employés, ils avaient même fait appel à des renforts venus de Chambéry. Il y a eu 17 interpellations. Si tu fais le compte, depuis le début, il y a eu plus de 200 étudiants interpellés et qui risquent des poursuites judiciaires.»* Mais l'ampleur de la répression, loin d'affaiblir le mouvement, a été au contraire un facteur de relance de la lutte.

160 délégués élus et révocables

Tout en affirmant une ferme volonté d'indépendance par rapport aux syndicats (UNEF-Renouveau et UNEF-U.S.), les étudiants en lutte se sont dotés de structures qui constituent un acquis important pour eux. Un comité central de grève, composé d'environ 160 délégués élus et révocables par les assemblées générales d'UER, dirige le mouvement. Il s'est lui-même doté d'un comité de coordination de 7 membres élus en son sein. De nombreuses commissions ont été mise en place pour prendre en main les différentes tâches de la grève : information, relations extérieures, juridique, animation, finances... Pour ce camarade du comité de grève, qui participe de la commission juridique, cette structuration du mouvement *«prouve la maturité des étudiants»*. *«Dès le départ*, poursuit-il, *tous les étudiants voulaient se mobiliser mais sans mots d'ordre syndicaux, sur la base de leurs propres mots d'ordre, bien précis, bien définis. Pour cela, ils ont voulu un mouvement bien structuré. Toutes les décisions prises sont mûrement réfléchies. Par exemple le vote sur la poursuite de la grève donne lieu à de longues discussions dans les Assemblées d'UER.»*

Une démarche humanitaire ?

Cette *«maturité»* du mouvement, comment se retrouve-t-elle dans la conduite de la lutte, dans les débats politiques qui la traversent ? Les réponses divergent sur ce point. Pour Jean-François, étudiant en 3e année de sciences éco, la lutte ne dépasse guère l'affirmation d'une solidarité avec les étudiants étrangers : *«Le mouvement reste concentré sur le problème des étudiants étrangers sans qu'il y ait de remise en cause de la société comme en 1968. Les étudiants se sont mobilisés sur une base humanitaire»*. Mais dans le même temps, Jean-François analyse la volonté d'indépendance par rapport aux syndicats comme une manifestation de la méfiance face à la *«politique politicienne»* comme l'expression *«d'une recherche d'une 3e voie entre la droite et la gauche traditionnelle»*. Comme il le dit, *«cela relève peut-être d'une volonté politique. Mais la démarche politique est toujours sous-jacente, elle n'est jamais explicite»*. Comme la majorité des étudiants français actifs dans la lutte, Jean-François n'a pas de passé militant, pas d'expérience politique. Son engagement, il l'explique par une sensibilisation aux problèmes du tiers-monde et de l'impérialisme acquise à travers ses études. La forte proportion d'étudiants étrangers sur le campus (environ 5 000 sur 30 000) a joué un rôle important dans la prise conscience de nombre d'étudiants français. Mais si ces derniers se sont massivement mobilisés pour soutenir leur camarades étrangers, *«ils ont aussi leur revendications propres»*. Pour Julien, un des sept membres du comité de coordination, *«le poids de la crise pèse sur l'université : les étudiants sentent qu'il y a des problèmes du point de vue de leurs inscriptions, de leurs cours, de leur avenir. En lettre par exemple, il y a des sections menacées de suppression. Après les études beaucoup se retrouvent au chômage. Tout cela pousse les étudiants à se révolter»*. Pour lui, le fait même que le mouvement dure, qu'il se durcisse, montre bien qu'on ne peut pas le résumer *«à un simple mouvement de solidarité qui se serait limité à une mobilisation brève»*. Dans le cours de leur lutte, les étudiants se sont posé le problème de la liaison avec la classe ouvrière : des diffusions ont eu lieu à la porte des usines, des stands organisés devant les supermarchés. Partout les étudiants ont rencontré un soutien important à leur lutte.

Dépasser le constat des divisions

«Pour le 1er mai, la CGT et la CFDT appellent à manifester au même endroit mais avec des cortèges séparés. Nous voulions poser le problème d'une manifestation unitaire à l'intersyndicale, indique Julien *mais la réunion ne s'est pas tenue. Nous avons donc appelé les étudiants à manifester avec les travailleurs mais nous refusons de suivre tel ou tel syndicat»*. Ce constat de division de la classe ouvrière est mis en rapport avec l'unité que les étudiants ont su construire dans leur lutte. Pour Christian, étudiant en sciences éco, membre de l'UEC et signataire de la pétition pour l'Union dans les luttes, *«le mouvement est la preuve de l'application de l'unité. Depuis 1976, les étudiants n'ont vu que les affrontements entre les deux UNEF. Dans la lutte, ils ont obtenu l'unité d'action»*. Christian vient de quitter l'UNEF-Renouveau. Il est très critique à l'égard des syndicats étudiants *«dont les structures ne correspondent pas aux aspirations des étudiants»* et constate qu'ils se sont totalement discrédités pendant la lutte. Pour Christian, le mouvement révèle *«un ras-le-bol, un refus du mode de vie sur le campus, de l'ennui, des cours bidons qui ne mènent qu'au chômage». «Il y a une crise culturelle, les étudiants ne voient plus leur place dans cette société.»* Christian critique aussi le débat existant dans la lutte : *«On n'a pas su imposer une discussion politique suffisante, prenant en compte tous les problèmes : problèmes de l'immigration, de la crise, de l'impérialisme»*. Mais cela est-il très étonnant ? Depuis 4 ans, il n'y a eu aucune lutte à l'université. Depuis cette date, les étudiants se sont davantage tournés vers leurs études et la réflexion politique a pratiquement disparu.

L'influence des organisations politiques est faible. Dans ces conditions, beaucoup de choses sont à redécouvrir, *«il y a un vide politique énorme que seules les organisations étrangères ont réussi à combler»* estime christian. Mais - et c'est sans doute là l'essentiel - les choses ont évolué depuis le début de la lutte. Comme l'indique un tract de la commission infos du comité de grève *«le mouvement des étudiants, avec l'expérience qu'il acquiert, depuis le départ de cette lutte, prend conscience de la situation réelle de l'université... Ainsi la lutte s'élargit et pose des bases pour un mouvement plus mûr dépassant la simple solidarité aux étudiants étrangers.»*

Par Yves DERENNE

QUAND BEULLAC ATTAQUE LE PERSONNEL DE SURVEILLANCE (M.I.S.E)

Deux décrets-lois, qui peuvent être mis en application dès la rentrée scolaire, menacent gravement les maîtres d'internat et surveillants d'externat.

Le premier prévoit notamment la limitation de la durée des fonctions de surveillant *«à trois heures de service effectif en cette qualité»* avec prolongation éventuelle de un an (au lieu de sept ans actuellement). Il fixe de très arbitraires conditions de recrutement : le candidat doit être de *«bonne moralité»*, il sera jugé à partir *«des résultats obtenus au baccalauréat, de sa situation matérielle et familiale»* et *«les nominations sont prononcées dans chaque établissement par le recteur après proposition du chef d'établissement»*. Plus de commission paritaire, c'est le chef d'établissement qui a tout pouvoir. Le décret ne fait plus mention d'études en cours, ce qui dans les faits compromet la possibilité d'être étudiant et surveillant.

Le second décret crée un corps de *«conseillers d'éducation»*, surveillants à vie qui doivent remplacer les 40 000 actuels MI-SE. Opération de mise au pas des personnels de surveillance qui risque fort de s'accompagner d'une compression de postes.

Caen : des étudiants mobilisés, à la recherche de leurs mots d'ordre

■ Les pavés lancés sur le rectorat et les charges de CRS ont fait parler de Caen. Il a fallu que la police fasse monter la tension pour que la presse s'étale sur ce nouvel épisode d'une longue grève entamée début mars. Drôle de grève : large mais fragile, riche en temps forts mais dont les rebondissements tordent l'axe de la lutte. Presque un mouvement glissant d'un objectif à l'autre : lutte contre les lois racistes, contre la restructuration de l'université, pour le soutien aux MI-SE, contre la répression policière. Un mouvement qui se déplace sur fond de crise, et qui risque de s'enfermer dans un combat minoritaire contre la répression.

1er mai à Caen : CGT et FEN (la CFDT n'a pas appelé) inaugurent la maison des syndicats, construite en banlieue, à l'opposé de la zone indusrielle.

Au centre ville, là où les étudiants ont choisi de manifester, l'initiative prend des allures étonnantes. Deux à trois cents étudiants, lycéens et jeunes travailleurs occupent un carrefour. A l'appel du comité anti-fasciste ? Pour faire un défilé «anti-travail» ? Pour protester une nouvelle fois «contre la répression» ? Difficile de savoir : pas de mots d'ordre, pas de banderole. Aux alentours rode une petite phalange de motards, casqués, armés de bâtons. Dominant le carrefour, une haie de motos klaxonne de temps en temps.

Attente déçue d'un affrontement avec la police pour certains, désir pour tous de prouver leur détermination, le résultat c'est *«du jamais vu»*. On est loin en tous cas des 3 000 manifestants qui le dernier lundi d'avril, soutenus par la CGT, la CFDT et la FEN, ripostaient contre les provocations policières. Bien loin aussi des luttes contre les mesures racistes du gouvernement.

Certes le premier mai, aube d'un congé de quatre jours, ne pouvait être un temps fort de la mobilisation estudiantine. Et ce rassemblement prouve l'existence à Caen d'un large mouvement. Mais lequel ?

LES ETRANGERS DOIVENT PAYER 500 F POUR UN EXAMEN OBLIGATOIRE !

Le décret Imbert (13/12/1979) mis en application depuis peu met en place deux types de mesures.

— Il instaure une répartition arbitraire des étudiants étrangers. C'est une commission nationale qui envoie les étudiants dans telle ou telle faculté.

— Il instaure pour ces étudiants un examen obligatoire de langue française exigeant une préparation coûteuse (4 000 F à 6 000 F)

Le décret Imbert soumet à ce concours jusqu'aux étrangers déjà diplômés de l'enseignement supérieur français quand ceux-ci veulent changer de filière. Bref, un véritable barrage anti-immigrés.

Les racines du mouvement

Fin février, début mars, le MAS, syndicat qui compte sur ce campus une bonne part de ses cartes, lance une campagne pour dénoncer les lois racistes et les mesures de restructuration de l'université (projet Beullac, carte universitaire qui supprime les filières dans certaines facultés et crée des facultés d'élite). Agitation aux effets d'une ampleur inattendue : la première assemblée générale dans l'UER de psychologie regroupe près de la moitié des 600 inscrits. Le lundi 11, les facultés d'histoire et de sciences-économiques sont en grève. La mobilisation s'engage sur des thèmes généraux : pas d'étudiants étrangers sous le coup d'une expulsion et seulement quelques cours de 3e cycles doivent être supprimés.

Le 17 mars, deuxième étape : les MI-SE, fortement organisés dans le SGEN-CFDT, partent en lutte contre les mesures Beullac (voir encadré). A Caen, ils sont 300 (sur les 1 500 de l'académie), à vouloir s'expliquer dans les lycées, à décider des actions de popularisation puis à lier leur action à celle des étudiants. Initiative qui regonfle la lutte des étudiants : la première grande assemblée générale en avait regroupé 600, la seconde 200 à peine, et six jours plus tard, le 31 mars, toutes les facultés seront en grève.

Les 2 000 étudiants qui défilent le 3 avril veulent cependant se persuader que leur mouvement passera le cap des vacances. Tout laisse croire en effet qu'il va s'éffondrer . les comités de grèves ne voient guère au delà de la mobilisation du lendemain, les assemblées votent mais ne débattent plus. Certes, *«la faculté s'anime»* mais pour faire des crèpes ou gérer un service de croissants. Pourtant, à la rentrée, le campus va crier sa colère. D'abord les MI-SE en bombardant le rectorat qui avait décidé d'amputer leur salaire. Puis les étudiants en manifestant contre les opérations policières sur le campus, contre les 13 interpellations.

Ansi la lutte des étudiants, née de revendications anti-racistes, puis nourrie du combat des MI-SE s'est transformée en une mobilisation contre la répression.

OBJECTIFS ET CLAUSES DISCRIMINATOIRES DE LA CIRCULAIRE BONNET

La circulaire Bonnet (du 12/12/1977) affiche explicitement les intentions du gouvernement :

— *«Aboutir à une diminution du nombre d'étudiants étrangers»*

— *«Améliorer la qualité du recrutement»*

— *«En dehors des étrangers résidant en France au moment où ils entreprennent des études supérieures, n'admettre au séjour que les étudiants dont l'inscription pour le premier cycle dans un établissement d'enseignement supérieur a déjà été admise avant leur départ de leur pays d'origine»* (préinscription obligatoire)

— *«Interdire à tout étranger ayant fini ses études de rester en France»*

Les exigences de la circulaire sont à la hauteur des objectifs :

— La préinscription est soumise à la consultation du fichier d'opposition dans le pays d'origine

— Suivant le cycle, l'étudiant doit disposer en banque d'un compte bloqué portant 8 000 F à 15 000 F

— Tout activitée salariée est interdite à l'étudiant étranger

— Obligation de ne pas faire plus de 3 années de DEUG.

Bonnet a produit le 2 avril une autre circulaire qui abrogerait la précédente. En annonçant une nouvelle mouture, sans la publier, le gouvernement cherche à désamorcer le mouvement.

Désarroi et confusion

Pour Jacques, gréviste actif, *«l'intervention des flics a cassé la dynamique»*. Les lois racistes rangées à l'arrière plan, les nostalgiques de l'affrontement bloquent les débats sur la question d'aller ou non au commissariat et le comité anti-fasciste se prend pour le centre du mouvement. Le glissement d'un objectif à l'autre donne aux dernières initiatives d'avril le ton du désarroi. Lundi 29 les étudiants occupent la faculté de lettres : fruit d'un vague assentiment plus que d'une décision. La cafétaria est mise à mal, l'occupation s'éffiloche et s'éteint le lendemain. Depuis 1976, Caen n'a connu une telle mobilisation, mais cette lutte en dent de scie dessine un paysage bien différent, aux formes indécises. D'abord, forces politiques ou syndicales sont pratiquement absentes de la lutte. Ici, rien de structuré comme en 1976 les délégués partis à la coordination de Grenoble n'ont pas été mandatés, quant aux propositions qu'ils ramèneront, personne n'envisage a priori de s'en emparer. Un refus de la structuration qui conduit par exemple les manifestants à contester la présence d'un service d'ordre et que sous-tend un rejet des organisations politiques et syndicales. Le MAS seul syndicat engagé dans la lutte a très vite été débordé : à peine croyait-il voir son mot d'ordre de grève générale prendre corps, que les étudiants optaient pour la grève à la carte. Les syndicats, englués dans leurs opérations de réunification sont rejetés, même si certains étudiants, faute de mieux prennent une carte. Attitudes reproduites vis à vis des centrales ouvrières. Les «zozos» («autonomes» ou étudiants désabusés) s'en moquent : *«Tous des réacs»*. Pour eux, l'ouverture sur l'extérieur, c'est l'insécurité et ils entendent faire de l'université «leur ruche». Opinions capables de gagner une assemblée : la CGT du personnel venue apporter son soutien tout en dénonçant la casse et la provocation, a été remerciée par une salve d'applaudissements trop nourrie pour ne pas être ironique.

Tous ces points de vue anti-organisations, contredits par les actions menées en commun avec les syndicats trouvent ici un terrain favorable. Depuis plus d'un an, Caen n'a pas connu de grande grève ouvrière et si la lutte des Saviem constitue pour bon nombre d'étudiants une référence, c'est plus en raison des affrontements avec la police qu'elle leur remémore, que de sa signification. La décomposition de l'extrême gauche a largement contribué à faire d'une frange d'étudiants déçus des partisans de l'action dure, spontanée. A Caen, il y a peu d'étudiants étrangers et les quelques iraniens sont repliés sur eux-même. La lutte a donc du mal à trouver des points d'ancrage et la provocation policière pour l'instant fait perdre son contenu à la lutte des étudiants.

Une réponse au coup par coup aux effets de la crise

Dans les assemblées, une fois votée la reconduction de la grève, les étudiants débattent surtout de leurs problèmes propres à leur institut ou à l'organisation matérielle de la lutte. Telle gréviste pourtant active semble avant tout préoccupée de sa prochaine inscription. Cela n'étonne pas Jacques *«beaucoup d'étudiants ont une attitude individualiste»*, cherchant *«avant tout à s'en sortir, même si leur études ne les interessent pas»*. Les nombreux comités implantés en ville (anti-nucléaire du Crilan, COBOM...) n'ont pas de prise sur la faculté. Seul Amnesty International a quelque audience sur le campus. *«Parce qu'il n'apporte pas de réponse politique»* ajoute Jacques. Personne ici ne songe à tirer des leçons de 1976 ou de 1968. Sans doute, l'indigence des émissions de la «radio pirate» témoigne d'une dépolitisation, sans doute les étudiants ont du mal à centrer leur action, mais les trois mois de grèves, les manifestations à répétition, la résistance à la répression empêchent de s'arrêter sur une telle conclusion. Les étudiants réinvestissent dans arrêt leur volonté de lutte et la mobilisation prend l'allure d'une réponse encore aveugle et au coup par coup aux effets de la crise.

Par Didier DELORME

Longue histoire d'un homme qui lutte depuis de nombreuses années. Entré à 16 ans au Parti communiste tchécoslovaque, président de l'Union internationale des étudiants pendant dix ans, Jiri Pelikan a rencontré alors les personnalités les plus marquantes telles Mao Zedong, Zhou Enlai, Ben Bella. Tito, ... De 1963 à 1968, il devient directeur de la télévision. Le 22 août 1968, il est élu membre du comité central au cours du 14e Congrès clandestin du PCT. Exclu en 1969, puis déchu de sa nationalité en 1970, il vit depuis en exil à Rome, d'où il édite la revue *Listy*. Récemment élu député au Parlement européen, il est le seul réfugié d'Europe Centrale à disposer de cette tribune pour faire entendre la voix de ceux qui sont les victimes de la normalisation.

Par sa connaissance des rouages du système politique tchécoslovaque, étant donnée la place qu'il y a occupée, il est particulièrement en mesure d'analyser aujourd'hui la situation non seulement dans son propre pays, mais aussi dans l'ensemble des pays de l'Est.

Dans cette interview, réalisée à la suite des procès de Prague d'octobre dernier, il soutient sans réserve le combat des militants de la Charte et des membres du VONS. Il voit aussi la nécessité d'un travail politique afin de développer une alternative qui redonnerait l'espoir aux peuples tchèque et slovaque. Il évoque également la solidarité de l'opposition tchécoslovaque avec les mouvements qui se développent dans d'autres pays d'Europe de l'Est, notamment le KOR en Pologne.

Jan ROLDE

Après les procès d'octobre, où en est la Charte ?

▶ **D'après vous quelle est la situation après les procès d'octobre. Est-ce pour les autorités une tentative pour démanteler la Charte ou bien l'isoler de la fraction de la population qui est influencée par elle ? Autrement dit, faire peur, très peur, à cette fraction de la population ?**

Jiri Pélikan : Je crois, tout d'abord, que l'on ne peut pas voir les procès contre la Charte et le comité du VONS (1) comme un fait isolé du contexte de l'ensemble des pays de l'Est. Déjà l'année dernière, au mois de mai, il y a eu une réunion des ministres des affaires intérieures des pays du Pacte de Varsovie où il a été décidé de renforcer la répression en vue de liquider les différents mouvements d'opposition et de contestation avant les jeux olympiques de Moscou et avant la conférence sur la sécurité européenne de Madrid.

L'extension de cette répression dépend plus de l'initiative des autorités particulières soit tchécoslovaques, soit soviétiques, soit polonaises, ... mais le but reste le même dans tous les pays de l'Est : liquider cette opposition intérieure. Ce choix est lié aussi à une ligne nouvelle, qui est sortie de la lutte pour la succession de Brejnev en Union soviétique, lutte entre des gens beaucoup plus liés à l'économie, qui savent que l'Union soviétique ne peut pas supporter les charges de l'armement moderne, qu'elle a besoin de renouvellement donc besoin de la technologie occidentale et qu'il faut donc développer la coopération avec les pays occidentaux favorables à la détente. Et puis, l'autre courant, qui a plutôt ses représentants dans l'armé, dans la police secrète, le KGB, dans une partie de l'appareil du parti qui a affirmé que cette détente allait apporter seulement des problèmes, c'est-à-dire des problèmes concernant les dissidents, une pénétration idéologique étrangère, et que cette détente n'a pas du tout amené les investissements américains, allemands ou japonais en Sibérie comme Brejnev l'a promis au commencement de la détente. Pour ceux-ci la détente comporte plus de complications que d'aspects positifs, il faut donc changer la ligne, s'appuyer sur la seule force que l'Union soviétique a, c'est-à-dire la force armée ; leur ligne se caractérise par une augmentation de la répression à l'intérieur et par une certaine tendance à l'agressivité et à l'expansionnisme à l'extérieur.

Alors je crois que le procès de Prague n'était pas un fait isolé ; c'était déjà un signe de ce changement, de ce qu'on a sous-estimé en Occident en parlant de procédures qui viendraient de Bilak ou de Husak, tandis que peut-être Moscou serait réservé. On voit qu'il n'en est rien aujourd'hui après les mesures prises contre les dissidents soviétiques, et qui sont surtout connues par la mesure prise contre Sakharov, qui lui est plus connu, mais elle a été prise parmi des centaines d'autres en liaison avec l'action contre l'Afghanistan.

Le procès de Prague avait sans doute, dans le cadre de cette opération générale, pour but de faire peur, à travers les représentants différents du mouvement pour les droits civiques, parce qu'on y trouve justement les tendances principales (des anciens communistes, des chrétiens, des trotskystes, des représentants de la culture comme Havel), de faire peur aux autres signataires de la Charte ou ceux qui n'ont pas signé mais qui sympathisent avec ce mouvement et qui, éventuellement, pourraient soutenir d'une autre manière ce mouvement.

Je crois que l'on ne peut pas sous-estimer cet effet de peur car c'est vrai que les gens qui ont signé la Charte, en général, c'est une minorité qui n'a rien à perdre et qui risque, ce sont des gens qui se sont décidés pour une vie sans peur, une vie avec la vérité comme disait Havel, mais il faut voir aussi qu'il y a des centaines de milliers de gens qui, peut-être, sympathisent avec le but de la Charte mais qui ont leur métier, qui ont leurs enfants, qui ne veulent pas risquer de payer leur engagement civique par la perte de leur emploi ou risquer d'être arrêté. Et, de ce point de vue, je crois que l'on ne peut pas sous-estimer l'effet que le procès a eu sur une partie de l'opinion publique tchécoslovaque, même si de l'autre côté on peut dire que, probablemant, grâce aussi aux actions de solidarité, de protestations, on a vu que le régime n'a pas réalisé ce qu'il voulait. C'est-à-dire que les peines prononcées par le procureur général pour les six condamnés ont été diminuées et que les quatre autres membres du comité du VONS — Lis, Maly, Nemec, Belikova — ont été relâchés après le procès ; et cela montre quand même qu'il y avait une certaine réticence des autorités d'organiser un autre procès ou aller plus loin. Je crois que l'on peut dire que le mouvement de la Charte et aussi le VONS n'ont pas été détruits par ce procès, au contraire, ils continuent ; mais on ne peut pas encore dire si ce procès aura comme effet un certain isolement du mouvement de la Charte et du VONS dans les couches populaires du pays.

▶ **Quelles sont les perspectives de la Charte, les possibilités ? Est-ce que la répression sera de plus en plus forte ?**

J.P. : J'ai dit déjà que la Charte va continuer, c'est un mouvement qui a des racines déjà assez profondes et que l'on ne peut détruire par de simples mesures d'arrestation, de répression. Mais quand même après trois ans, le mouvement de la Charte a fait une certaine autocritique, de la publication des déclarations en Tchécoslovaquie, dans laquelle il essaie d'évaluer son action. Et à part, les côtés positifs de son action, il reconnait aussi qu'il y a des côtés négatifs, c'est-à-dire qu'il existe une tendance des chartistes à s'enfermer sur eux-mêmes, dans un ghetto où le régime veut les enfermer. La Charte ne fait pas toujours en sorte de soulever les problèmes qui touchent le simple citoyen et n'a pas trouvé assez d'interlocuteurs dans la classe ouvrière, la paysannerie et aussi les techniciens et les scientifiques qui collaborent avec le régime mais maintiennent une réserve vis-à-vis de celui-ci.

Or, d'après moi, la Charte peut devenir une force politique et avoir une influence réelle sur les événements, seulement à condition que, même si elle est un mouvement d'avant-garde, elle déclanche par différentes formes, des initiatives de citoyens, des actions de protestation, ou des actions demandant l'amélioration de la situation actuelle et surtout amener les ouvriers, les paysans, les hommes de sciences, à la lutte. Je crois que c'est une certaine faiblesse de la Charte, et que les auteurs en sont conscients. Ils tentent de la surmonter par la nomination d'un cercle plus élargi de porte-parole, ils ont aussi prévu des actions qui vont dans ce sens, c'est-à-dire qu'ils ont reconnu qu'il ne faut pas s'obstiner à chercher le dialogue avec le pouvoir parce que cela est impossible mais au contraire chercher un dialogue avec les gens qui ne sont pas au pouvoir mais qui sont membres du parti communiste ou bien ceux qui sont membres des syndicats et des différentes organisations de masse ; parce que malgré la normalisation il y a quand même dans les rangs de ces organisations des gens honnêtes qui veulent travailler, comme des médecins, des ingénieurs, des ouvriers, qui veulent faire quelque chose de bon pour la société. Et ce sont des partenaires naturels de la Charte.

La répression en Pologne.
L'esprit de solidarité entre divers mouvements d'opposition dans les pays de l'Est fait son chemin

(1) *VONS : Comité des personnes injustement poursuivies.*

«Après les procès de l'année dernière, les militants de la Charte 77 doivent élargir leur audience pour tenir tête à la répression»

«Alors que l'après-Brejnev est en question à Moscou, la solidarité des oppositions se développe en Europe de l'Est»

Interview de Jiri Pelikan

Réalisée par Jan ROLDE (MARS 1980)

Les six inculpés du procès de Prague en octobre dernier. De gauche à droite et de haut en bas : Vaclav Benda, Petr Uhl, Otta Bendarova, Dana Nrmcova, Jiri Dienstbier, Vaclav Havel

Unité et diversité dans la Charte

▶ **Pensez-vous que les divers courants qui existent au sein de la Charte ne peuvent pas remettre en cause sa propre cohésion ?**

J.P. : Oui, ce danger existe bien sûr parce que la Charte dès son commencement a été une plate-forme dans laquelle se sont rencontrés des représentants de différents courants. C'était donc, et cela reste, un mouvement pluraliste. Et je crois que le danger existe qu'un courant essaye d'imposer son point de vue sur les autres, dans le cadre de la Charte. De temps en temps ces tendances apparaissent, ce qui est normal, mais ce danger peut être surmonté si on reconnaît que la Charte reste une plate-forme commune pour la défense des libertés civiques, où tous les courants peuvent se rencontrer parce qu'il s'agit de protester contre la répression, les arrestations, les licenciements et pour faire respecter de la part des autorités, les lois propres de la constitution tchécoslovaque et aussi les conventions internationales que le gouvernement tchécoslovaque a signées. Je crois que si l'on arrive à maintenir la Charte comme plate-forme commune, et si en même temps, on essaie de développer les différents programmes d'alternative, soit socialiste, soit non socialiste, il est possible que les différenciations politiques, qui vont probablement s'accentuer, ne menaceront pas l'unité de la Charte.

Parce que d'après mon opinion, il est très important de défendre la plate-forme unique de la Charte et du VONS, comme des plates-formes unitaires, mais en même temps, il est nécessaire, et c'est ce qui manque actuellement dans l'opposition tchécoslovaque en comparaison avec l'opposition polonaise ou même hongroise, qu'il y ait un travail pour développer un programme politique d'alternative parce qu'il ne suffit pas seulement de défendre les droits civiques, il faut aussi proposer aux différentes sections de la société : dire *«Nous ne sommes pas d'accord avec ce qui existe aujourd'hui, mais nous proposons que cela change dans tel ou tel sens»*, et je crois nécessaire cette activité politique et idéologique même si aujourd'hui elle n'a pas une perspective tout à fait concrète pour aboutir à un changement. Elle est importante parce qu'il faut créer une telle situation pour qu'au moment où les changements seront possibles, en Europe de l'Est, il y ait un certain mouvement, un certain groupe de personnes qui auront des programmes d'alternatives et que l'on ne soit pas obligé de chercher tout d'un coup comme cela s'est passé en 1968 au commencement du Printemps de Prague.

Et après Brejnev ?

▶ **Comment voyez-vous l'avenir de la Tchécoslovaquie ? Comment un jour la Tchécoslovaquie pourra-t-elle devenir indépendante ?**

J.P. : On en peut pas en politique faire de pronostics, mais je suis convaincu que pour des raisons objectives la situation en Union soviétique et dans les pays de l'Est, ne peut pas rester comme elle est aujourd'hui.

Aujourd'hui elle est bloquée, par la maladie de Brejnev, par un certain équilibre des forces qui s'est créé au sein du groupe dirigeant soviétique et aussi parce que ce groupe est trop lié avec tout ce qui a été fait les années précédentes. Mais la lutte pour la succession de Brejnev a déjà commencé et je crois qu'elle apportera au pouvoir des représentants de générations plus jeunes qui seront obligés de chercher un certain consensus auprès de la population.

Je ne crois pas qu'il arrive tout de suite un nouveau Khrouchtchev mais que les nouveaux dirigeants tenteront de faire certaines réformes économiques et même politiques et dans ce cas-là, ils vont créer aussi une certaine possibilité, un certain espace politique pour des réformes dans les pays de l'Europe de l'Est. C'est la seule possibilité que ce développement se fasse graduellement à travers des formes qui peut-être ne pourront pas satisfaire les aspirations du peuple qui aspire à la libérté, l'indépendance et à une démocratie socialiste et pluraliste, mais quand même cela serait un processus pour améliorer la situation. Processus positif qui permettra aussi des changements plus profonds qui seront possibles seulement dans le cadre d'un abandon des blocs, c'est-à-dire une intégration européenne qui soit comme une troisième force entre les deux grandes super-puissances. Nous sommes encore assez loin de cette perspective, je crois que la Tchécoslovaquie comme la Pologne sont condamnées à vivre pour une certaine période sous l'hégémonie soviétique et donc le seul changement que nous pouvons espérer dans la période prochaine c'est ce que les opposants polonais appellent la *«finlandisation»* de l'Europe de l'Est. C'est-à-dire que les dirigeants soviétiques reconnaîtront que c'est dans leur propre intérêt qu'il y ait des dirigeants nationaux qui puissent obtenir un consensus populaire dans les pays de l'Est, et qui ne s'appuient pas sur la présence de l'armée soviétique et sur la répression. Ils donneront à ces dirigeants certaines libertés de réformes limitées contre une garantie de ceux-ci de respecter les intérêts stratégiques et économiques de l'Union soviétique en Europe de l'Est.

La solidarité des opposants en Europe de l'Est

▶ **On ne parle plus beaucoup depuis quelque temps des liaisons entre les chartistes et les membres du KOR. Il y a eu plusieurs rencontres du côté d'Ostrava, deux ou trois. Qu'en est-il, maintenant, de cette liaison qui commençait à naître ?**

J.P. : Oui, elle commençait à naître. Une des décisions de cette réunion des ministres des affaires intérieurs du Pacte de Varsovie, dont je parlais, était justement de couper les liens de solidarité et d'action commune entre les différents mouvements d'opposition dans les différents pays de l'Est, parce que c'est de cette solidarité internationale que les autorités ont le plus peur. Et aussi de couper la liaison entre ces différents mouvements d'opposition et les mouvements disons socialistes de la gauche démocratique occidentale, pour diminuer le poids de la solidarité internationale. Même si la police a réussi aujourd'hui à bloquer les rencontres à la frontière polonaise ou certaines initiatives communes, l'esprit internationaliste continue de se développer. On l'a vu avec le procès de Prague, il y avait des prises de position du KOR, 23 lettres de Hongrie, de certaines personnes d'Allemagne de l'Est et de Sakharov et d'autres mouvements soviétiques. On a vu la même chose pour Sakharov, pour Havemann ou Bahro en Allemagne de l'Est. Je crois donc que cette conscience qu'on ne peut pas sortir de la crise actuelle dans le cadre d'un seul pays comme c'était l'illusion du printemps de Prague de 1968 ou de la révolte hongroise de 1956, que donc ce mouvement a la chance de changer quelque chose seulement à condition qu'il se développe simultanément dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est. Je pense que ce sentiment existe et se développe et il me semble que cela est très important parce qu'après l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, il y a eu comme conséquence un chauvinisme anti-russe mais aussi anti-polonais ou anti-hongrois et vice versa : c'était la vieille tactique du *«Diviser pour régner»* qui est toujours la méthode des pays colonisateurs.

Mais l'opposition a compris qu'il faut surmonter ces divisions et qu'il faut regarder vers le but commun de ce mouvement pour les droits civiques de l'opposition.

En tout cas, il faut surtout éviter que l'on dise que nous sommes condamnés après l'accord de Yalta, et pour toujours sous l'hégémonie soviétique et que nous ne pouvons rien faire jusqu'à ce qu'il y ait des changements au sommet à Moscou. Et c'est le mérite de la Charte, du VONS et aussi du KOR et de Sakharov et de tous les autres de dire qu'il ne faut pas attendre le changement au sommet mais qu'il faut dès aujourd'hui commencer à faire quelque chose même si nous savons que la bataille décisive est liée au changement au sommet soviétique. Déjà il faut préparer le terrain pour ce changement.

La semaine prochaine, suite de cette interview : Le point de vue de Jiri Pelikan sur l'intervention soviétique en Afghanistan et sur l'avenir de la Yougoslavie

Les discours qu'ils nous tiennent sur l'intérim - 80

Le développement du Travail Temporaire recouvre donc un ensemble de réalités complexes aux effets contradictoires. Une nécessaire harmonie doit être recherchée entre les besoins nouveaux des entreprises, de plus de souplesse dans leur gestion et les désirs légitimes des salariés à plus de sécurité, sachant que dans une société évolutive comme la nôtre, c'est le droit à l'emploi qui doit être assuré et non le droit au même emploi à vie dans la même entreprise.

La peur d'une marginalisation qui touche trop de monde

Par Monique CHERAN

«En 1978, près d'un million de salariés ont transité par le travail temporaire». **Ce chiffre énorme, c'est Pierre Bernard Cousté, député du Rhône, chargé par le Premier ministre d'une mission ayant pour thème les entreprises de travail temporaire, qui le donne dès le début de son rapport, rendu en juin dernier. C'est dire à quel point la crise actuelle a multiplié le nombre de travailleurs qui n'ont d'autre solution que ce type de travail. L'intérim n'a plus rien de marginal au point de vue économique, puisqu'il emploie aujourd'hui autant de monde que l'industrie du papier carton ou de la chimie de base. Dans la conjoncture d'aujourd'hui, il est devenu pour le capitalisme *«un outil de gestion nécessaire, voire indispensable».* Une telle évolution avec les transformations très profondes des structures mêmes des entreprises dans leur tentative d'adaptation aux conditions nouvelles, a donné lieu à une réflexion importante de la part du gouvernement : pas question pour le pouvoir que ce processus lui échappe, y compris, et c'est très important, au niveau des répercussions sociales, des réactions qu'il peut entraîner de la part des travailleurs. On est loin de l'époque où l'intérim n'était régi par aucune loi, où régnait une certaine anarchie...**

Voyons d'abord comment se présente le rapport Cousté : *«Ma recherche s'est orientée dans trois directions : - Pourquoi et comment le Travail Temporaire est-il devenu un outil nécessaire aux entreprises, et quelle est sa place dans leur gestion du personnel ? Quelles sont les conséquences pour les salariés, temporaires commes permanents, et pour l'emploi en général, du développement du travail temporaire ? - Quelles sont les conséquences à terme pour les entreprises, mais aussi pour la société toute entière, de la disparition de l'entreprise comme entité homogène ?»* Questionnement pour le moins inquiétant. Il ne s'agit pas seulement d'une augmentation du nombre d'intérimaires, mais de l'institutionnalisation du travail temporaire !

Du remplacement qualifié... à 60% d'OS

Au départ de l'intérim, la situation était différente. Il concernait essentiellement des emplois de bureaux, ou des emplois industriels relativement qualifiés. Aujourd'hui, en plus de certains salariés qualifiés, les entreprises d'intérim *«ont su faire appel très largement à ce qu'il est convenu d'appeler la population des actifs secondaires, femmes, jeunes qui ne se présentaient pas sur le marché du travail en demandeurs d'emploi à plein temps mais souhaitaient plutôt exercer une activité professionnelle épisodique».* Avec la dégradation de l'emploi, la structure du personnel intérimaire a encore évolué. Sur cet aspect, voici les remarques du rapport Cousté :

— *«Au cours des dernières années, **la proportion des femmes** dans la population du travail temporaire **a diminué**. Leur proportion y est désormais plus faible que dans la population active salariée.*

— *La part des ouvriers par rapport aux non-ouvriers s'est consisérablement accrue dans la population du travail temporaire : **deux travailleurs temporaires sur trois sont des ouvriers.** Ce deuxième point explique la diminution relative du nombre de femmes dans le travail temporaire.*

— *La proportion des travailleurs temporaires non-qualifiés (ouvriers et employés), s'accroît par rapport aux travailleurs temporaires qualifiés. **Plus de 60 % des travailleurs temporaires** n'ont pas de qualification professionnelle».*

Un noyau fixe... évacuer les problèmes de la mobilité

Pourquoi cette évolution ? Le rapport, tout officiel qu'il soit, ne peut cacher une sinistre réalité. Dans une situation économique incertaine, l'intérim est largement utilisé pour faire face aux aléas de la production, *«pour assurer la souplesse de fonctionnement.»* Et cela va très loin : *«Peu à peu émergent les fondements d'une nouvelle gestion rationnelle du personnel, fine, mobile, adaptable, centrée autour d'un noyau de salariés permanents, et qui tend à refouler vers l'extérieur (travail temporaire, contrats à durée déterminée, soustraitance), les problèmes de la mobilité et ses conflits potentiels».* On ne peut être plus clair. Pour un patron, aujourd'hui, un salarié, c'est un boulet dont on ne peut se débarrasser aussi facilement qu'on le voudrait. Alors vive l'intérim, qui évite *«les conflits potentiels».* Et comme le dit très bien le rapport : *«l'importance du chômage accroît la population qui accepte une mission de travail temporaire, et l'abondance de demandeurs les rend peu exigeants sur le plan de la rémunération... Alors qu'on estime qu'environ 8% de la population active salariée sont payés au SMIC, c'est environ à 30% qu'est estimée la proportion des travailleurs temporaires payés au SMIC»*

«Tous comptes faits»

Sur toute la ligne, le capitaliste qui a recours à l'intérim y gagne : *«De plus en plus, la comparaison des rémunérations entre le travailleur temporaire et le salariés qu'il supplée est défavorable au premier. Certaines entreprises de travail temporaire en font d'ailleurs un argument commercial, qui vantent dans leurs brochures publicitaires le moindre coût pour l'entreprise utilisatrice, tous comptes faits, d'un travailleur temporaire par rapport à un salarié permanent».* Tout semble rose, donc.

Le danger d'une «marginalisation professionelle, puis sociale»

Et pourtant, arrivé à ce stade où il constate que l'intérim sert de surcroît aux employeurs à *«affaiblir les luttes sociales»* en segmentant le personnel, le rapporteur s'inquiète : *«Les constatations actuelles font redouter que ne s'instaure en se cristalisant un double marché du travail reflet national des politiques de segmentation des entreprises : un marché «primaire», où se recrutent les salariés permanents, et un marché «secondaire» sur lequel seraient cantonnés ceux qui pour des raisons de qualification , d'âge, de milieu social, de sexe, ne présentent pas un intérêt immédiat pour les entreprises et auxquels elles ne font appel qu'épisodiquement et par l'intermédiaire de prestataires de services et de loueurs de main d'œuvre. Socialement, la constitution d'un double marché du travail est inacceptable car elle est porteuse de graves déséquilibres. Il n'est pas sain que tant de jeunes, tant de femmes, ne puissent trouver un emploi permanent sans avoir effectué un passage obligé plus ou moins long dans le travail temporaire dans des conditions de travail et de rémunération souvent inférieures à celles des salariés permanents. C'est ainsi que se développent des processus de marginalisation professionnelle, puis sociale.»* A trop tirer sur la corde, les patrons risquent donc de la casser !

Des intérimaires heureux ? Seulement 20% à 30% !

Cette inquiétude est fondée sur la constatation suivante : selon les estimations de différents bords, le pourcentage d'intérimaires «bien dans leur peau», ceux qui ne veulent pas se fixer dans une entreprise, n'est que de 20 à 30%. Tous les autres, de loin les plus nombreux, sont en fait à la recherche d'un emploi fixe, et font un passage obligé par l'intérim. Passage qui peut être très long, et qui est très mal vécu, du fait des périodes de chômage qui nécessitent un nouveau dossier à l'ANPE, de l'instabilité du travail, des faibles salaires...

Le rapporteur essaie donc de concilier tout le monde. *«Une nécessaire harmonie doit être recherchée entre les besoins nouveaux des entreprises de plus de souplesse dans leur gestion et les désirs légitimes des salariés à plus de sécurité». «Harmonie»* bien impossible, patrons et boîtes d'intérim ayant trop intérêt à perpétuer une telle situation, même si au bout du compte, on arrive à une crise idéologique, à une révolte ancore plus grande vis à vis du travail et de son organisation. Et quand le rapporteur émet l'idée d'un *«d'un statut de la mobilité»* assurant une meilleure protection sociale aux travailleurs intérimaires, reconnaissant comme une *«qualification en soi»* le fait d'*«accepter d'être mobile dans une société où la rigidité est le lot commun et la mobilité l'exception»*, il semble oublier qu'en ce moment même, les négociations piétinent sur le simple projet d'indemniser d'autres jours fériés que le premier mai !

1978 : près d'un million de salariés ont transité par le travail temporaire

«L'activité du travail temporaire s'est développée en France après la seconde guerre mondiale dans un contexte d'expansion économique et de pénurie de main d'œuvre, particulièrement administrative. Mais c'est durant les années soixante que le travail temporaire a véritablement connu en France son essor.

Le nombre d'établissements de travail temporaire est passé de 350 en 1969 à 3 000 au 31 décembre 1977. Le chiffre d'affaires de la profession a évolué de 430 millions de Francs en 1965 à 3,6 milliards en 1974 et près de 8 milliards en 1978. En 1974, la profession employait chaque jour environ 80 000 travailleurs temporaires, en 1979 elle en emploie environ 150 000 ; en 1978 près d'un million de salariés ont transité par le travail temporaire. (...)

La fonction économique et sociale du travail temporaire a évolué : de force d'appoint utile, le travail temporaire est devenu pour nombre d'entreprises un outil de gestion nécessaire, voire indispensable.»

(*Rapport Cousté*)

L'itinéraire d'une affiche «en pleine adéquation avec la France du recentrage»

Correspondance

***«Un travail sympa c'est extra», «Un travail quand je veux travailler, c'est la liberté», «Un travail quand j'en ai envie c'est la vie»*... Trois photos de femmes, deux sont très jeunes, la troisième a la quarantaine. Enfin, dernier personnage de cette campagne publicitaire pour une boîte d'intérim, un homme. Pour lui, la formule est assez nettement différente : *«Un travail rapidement, c'est important»*. Une campagne accrocheuse, qui se remarque dans les couloirs du métro et du RER. Accrocheuse avant tout par les thèmes mis en avant. Ce n'est qu'au dernier moment que vous prenez le temps de constater qu'il s'agit bien d'une entreprise de travail temporaire, et éventuellement de noter son nom et son adresse, si vous cherchez du travail... A peu près impossible de ne pas être frapppé par l'évolution de la démarche, avec ces affiches. On n'insiste plus sur les qualifications, sur les rémunérations. Un seul thème au fond : la *«qualité de la vie»* et du travail, une vie où le travail ne serait plus un esclavage quotidien... grâce à l'intérim. Nous nous sommes dit qu'une telle campagne ne tombait pas du ciel, et que ceux qui en étaient les auteurs n'avaient pas travaillé au hasard. Effectivement...**

A l'agence publicitaire en question, la première chose qu'on nous dit c'est précisément cela. Une telle campagne est le fuit de plusieurs mois de réflexion, d'études qui mettent en jeu de gros moyens. *«On ne travaille pas au pif ; le travail d'une agence, c'est d'élaborer une stratégie de marketing : déterminer les cibles, les média qui auront le meilleur rendement possible avec le moins d'argent possible»*. Ordinateurs, informations régulièrement mises à jour, enquêtes, groupes de travail.
Ce n'est pas de l'à peu près.

Comment le problème est vécu par les intéressés

Avant de se lancer dans cette campagne d'affiches, l'agence a donc fait *«une petite étude sur les intérimaires, étude dite qualitative»*. Cette étude a pour but de cerner les attitudes et les comportements des gens par rapport au travail temporaire. De là, plusieurs faits saillants sont mis en lumière. Leur intérêt n'est pas qu'ils soient vrais ou faux, mais qu'ils correspondent à la façon dont le problème est vécu par les intéressés.

Plusieurs types de motivations

«Le travail temporaire répond à plusieurs motivations. Première possibilité : apprendre un métier, acquérir une formation, s'intégrer de la sorte dans le monde du travail. Ce sont des gens relativement jeunes, entre l'âge où l'école n'est plus obligatoire, donc 16 ans, et 20-22 ans. Deuxième motivation qui correspond à ce qu'on appelle «la phase d'équipement ou phase d'indépendance». *C'est le jeune qui ne vit plus chez ses parents, qui veut habiter avec sa petite amie, s'équiper, acheter une voiture, sans pour autant travailler tout le temps. C'est la phase la plus classique. Le problème, là, c'est répartir de façon satisfaisante l'espace loisir et l'espace travail. L'âge est variable, la moyenne 25 ans. Il y a aussi ceux qui en ont fait un* «choix professionnel», *qui n'ont pas besoin de travailler tout le temps, parce que par exemple ils mènent des études parallèmement. Ils ne veulent pas travailler à longueur d'année dans la même entreprise... Il y a enfin le* «marché de la seconde carrière», *avec les femmes qui ont fini d'élever leurs enfants, ou qui divorcent et ont alors besoin de ressources propres».*

Psychodrame et publicité

En plus de cette étude, on tient une *«réunion de groupe»*. Huit ou neuf personnes, l'animation étant confiée à un psychosociologue spécialiste des techniques de créativité. Un *«groupe qui fonctionne sans hiérarchie, sans leader qui écraserait le point de vue des autres»*. Pour cela, il existe des *«techniques de purge»* qui doivent mettre tout le monde à l'aise. *«Le psycho-sociologue ne pose pas de question ouverte ou fermée, il ne fait qu'alimenter la discussion»*. Discussion enregistrée sur magnéto ou vidéo. Tout ce qui aura été dit va être épluché, groupé par familles de thèmes. *«Une analyse complète du discours», «une photographie de ce que pensent les gens, à tort ou à raison»*. Là encore des *«faits saillants»* vont être *«amenés à la surface»*, au niveau qualitatif bien sûr. Mais sur cette base-là, si on s'aperçoit que tel aspect négatif est mis en avant par exemple, on peut faire alors une enquête quantitative.

Qu'est-il ressorti de cette réunion de groupe ?

Un problème de statut

D'abord, que *«le travailleur temporaire a un problème de statut dans la société. Il n'est pas considéré comme un travailleurs à part entière, que ce soit par son entourage ou par les gens qui l'accueillent dans l'entreprise. Le travailleur temporaire se repositive donc, en disant qu'il est nécessaire puisqu'on fait appel à lui, qu'il est spécialiste puisque l'entreprise qui le fait venir n'a pas chez elle le personnel qui aurait fait ce travail.*

Deuxième aspect, les travailleurs temporaires reprochent aux entreprises intérimaires de leur dire : «Vous cherchez du travail, venez chez nous». *Du travail, ils en cherchent, assurément. Et ils ne le savent que trop. On ne fait là que les angoisser davantage, d'autant plus qu'ils savent que ça se termine souvent par* «On vous écrira». *Ils assimilent donc les entreprises d'intérim à un grand fichier».*

Pas de fumistes, de vrais intérimaires

Il y a bien sûr aussi des réunions avec les chefs de personnel qui travaillent avec telle ou telle agence. Dans le cas d'une campagne d'affiches, qui peut être vue par l'intérimaire comme par le chef du personnel, il faut bien vérifier qu'il n'y a pas de contradiction, que l'affiche ne choque ni l'un ni l'autre. En l'occurrence, les photos ne représentent pas des gens qui ont l'air de fumistes, même s'ils ne veulent pas travailler toute l'année. Et pour le public d'éventuels intérimaires, l'agence de publicité a préféré ne pas s'adresser à des mannequins *«auxquels ils ne peuvent s'identifier»* mais à ... des intérimaires.

La France est coupée en trois...

On commence peut-être à voir se dessiner l'affiche. Pourtant, on n'a pas fait le tour des enquêtes et études. Il en reste au moins une, très importante, faite à partir des *«Etudes des courants socio-culturels de la France»*, réalisées par un organisme tout ce qu'il y a de plus sérieux, et qui met ses résultats à la disposition tout aussi bien des agences de publicité que des hommes politiques. *«Tout le monde s'en sert»*. Ces études sont destinées à cerner l'évolution de la mentalité des Français, elles se font depuis 1975, sont remises à jour tous les mois, et seraient donc *«très fiables»*. On a donc laissé tomber le *«Français Moyen»* ou l'étude par catégories socio-professionnelles, on s'est aperçu qu'un cadre ou un ouvrier pouvait avoir le même état d'esprit. Et cela donne donc des *«familles de mentalités, d'attitudes, de comportements... vis à vis de la famille, de la politique, de tout...»*.

Selon ces études, la France ne serait pas *«coupée en deux»*, comme on le dit parfois, mais en trois. Trois familles et douze *«sous-familles»*. On se bornera à examiner les trois grandes familles... la *«France de l'aventure»*, la *«France utilitariste»*, et la *«France du recentrage»*.

«La France de l'aventure regroupe les bénéficiaires de l'expansion. Pour cette catégorie, les valeurs, c'est l'argent, la réussite sociale, la belle voiture qu'on montre aux voisins, qu'on change tous les ans...

Il y a la France utilitariste, ceux qui croient au travail, aux traditions, famille, mariage, qui ont leur livret de Caisse d'Epargne... La France morale et puritaine, celle des militaires...»

«Et enfin, la France du recentrage. Des gens attachés à la qualité de la vie, qui ne veulent plus lever un jour la tête et s'apercevoir qu'ils n'ont pas vu grandir leurs enfants, qui veulent voir la couleur du ciel, et qui font la part des choses entre l'argent et la vie. Qui veulent une société plus d'être que de paraître...

On sait qu'au moins jusqu'en 1985, la France du recentrage est celle qui progresse, tandis que les deux autres diminuent. Et tout le monde s'adapte à la tendance qui monte...»

Une différence d'approche qui saute aux yeux

«Une campagne en pleine adéquation»

«Sur le problème du travail, on a donc une approche qualitative, où la vie personnelle ne doit plus être sacrifiée, où l'on peut choisir le lieu, la durée du travail. Conclusion, la campagne en cours «est en pleine adéquation avec la tendance du recentrage» *...».*

Mais si, dans ce type d'explications, on parle beaucoup de qualité de la vie, et c'est un fait que les travailleurs se battent de plus en plus pour cela aussi, du point de vue des patrons, c'est vers une autre organisation du travail qu'on s'oriente : *«A travers cette étude, on va vers une société dans laquelle le statut du travail se modifie»*. Les entreprises s'entourent de toute une série de *«conseils»* et autres, spécialisés dans un des aspects vitaux pour l'entreprise, mais qu'elle ne prend pas directement en main : *«Le chef d'entreprise y gagne une plus grande indépendance vis à vis de sa masse salariale, il peut mieux prévoir l'avenir, sans subir les aléas de la conjoncture. Quand il a un salarié, il ne peut pas le licencier assez facilement...»*

«Travail temporaire», pas «intérim»

Cet aspect de l'intérim n'échappe d'ailleurs pas à ceux qui, pour une raison ou une autre, travaillent de cette façon. Quoi d'étonnant si, parmi les *«faits saillants»* qui ressortent des différentes enquêtes menées pour la campagne d'affiches, on trouve une hostilité globale à l'intérim ? Il n'y a pas que le mauvais souvenir laissé par la période d'avant 1972, où il n'y avait aucune législation sur l'intérim et où il suffisait d'avoir un téléphone dans une cour pour faire le *«marchand de viande»*, qui justifie cette mauvaise presse. C'est aussi pourquoi, sur les affiches, on voit à peine qu'il s'agit de *«travail temporaire»* et surtout pas *«d'intérim»*, jugé trop rébarbatif...

Dumas (Metz et Woippy)

Dans la situation difficile, une lutte exemplaire

■ A Dumas, petite entreprise qui emploie à Metz environ 300 personnes, la colère des travailleurs, longtemps contenue, a éclaté sur une flagrante injustice. En effet, employés et contremaîtres ont droit au vendredi saint payé, ce qui n'est pas le cas pour les ouvriers ! Or, la direction avait assuré, au début de l'année, qu'elle s'engageait à supprimer cette disparité entre travailleurs. Quand les ouvriers se sont rendus compte qu'il n'en était rien, le 2 avril, au matin, à 9 h, lors du casse-croûte, spontanément, ils passent à l'action. Débrayage, massif, unanime, au dépôt de Woippy. Tous, en cortège, se rendent au bureau de la Direction. Celle-ci, hautaine, déclare qu'elle ne cèdera pas sous la pression et pensent désamorcer le mouvement, offre gracieusement 2 h et intime l'ordre aux ouvriers de reprendre le travail...

Refus courroucé des travailleurs, c'est la grève !

Décision est prise d'élaborer les revendications : la plateforme de lutte qui surgit des discussions reprend les points essentiels du cahier de revendications déjà déposé depuis plusieurs mois :

— 2 900 F net minimum, ce qui correspond à une demande d'augmentation de 600 F pour les plus bas salaires. C'est qu'ils sont particulièrement bas dans cette boîte où l'exploitation est féroce. A titre d'exemple, un OS 1 gagne 2 500 F net, un OS 2 2 700 F, sans parler des manœuvres...

— 300 F minimum pour tous.

— Embauche définitive des travailleurs sous contrats : environ 20 ouvriers et employés sont sous ce statut précaire tout au long de l'année...

Un mouvement révélateur d'un profond mécontentement

A la suite d'un «accident» du travail, survenu le matin même à Bellevue, l'amélioration des conditions de sécurité est exigée. En effet, un ouvrier a eu une veine sectionnée, une artère arrachée par une refondeuse ; la semaine d'avant, un jeune de l'entretien a été grièvement brûlé : il nettoyait des pièces avec un produit (le Benzol) dont l'usage est interdit vu son caractère inflammable et toxique. Depuis, la Dartoline a précipitamment remplacé le Benzol, mais l'indignation demeure.

L'après-midi fut consacré à la mobilisation de l'ensemble du personnel, les discussions vives et riches avec les bureaux et les ouvriers de Bellevue amenèrent l'amorce chez ces derniers d'un mouvement de grève. Il faut dire que chat échaudé craint l'eau froide. L'expérience malheureuse d'avril 1976, il y a tout juste 4 ans, pèse encore sur de nombreux travailleurs : l'UD CGT avait mis tout son poids pour pousser à la reprise sur des miettes, alors que la majorité des travailleurs était pour la continuation du mouvement. Il en est résulté un profond écœurement, une quasi disparition de la section CGT. Ceux qui, pas à pas, l'ont reconstruite, sans encore parvenir à obtenir l'adhésion franche des travailleurs, s'en souviennent positivement... Aujourd'hui, à la tête du mouvement, ils n'entendent pas qu'on viole sans aucun prétexte leur autonomie, si durement acquise.

3 avril, deuxième jour de grève. Un piquet dissuasif est mis en place, les camions sont bloqués, la direction chahutée, les grévistes passent dans les halls de Bellevue pour rallier les hésitants. 80 % du personnel ouvrier est en grève. Le représentant de l'UL CGT propose aux délégués de faire reprendre le travail pour poursuivre le mouvement sous forme de grève perlée dans les ateliers ; il est envoyé sur les roses...

4 avril, c'est le vendredi saint, l'usine est déserte...

Mardi 8 avril. Au blocage massif des portes, la Direction répond par des pressions et intimidations.

Mercredi 9. L'huissier venu constater l'occupation des bureaux et le blocage des camions en est pour ses frais. En sa présence, la tactique du vide est spontanément adoptée. Et puis, après, tout redevient comme avant. L'appareil de production, faute de bras, est complètement bloqué et les quelques non-grévistes ne peuvent ni le remettre en route, ni se plaindre d'atteinte à la prétendue liberté de travail. Soit ils ont pu rentrer sans problème le matin après avoir subi les remontrances de leurs camarades, soit pour ne pas affronter leurs quolibets, ils ont préféré les esquiver en rentrant par une porte dérobée.

Une délégation de la CFDT - Davum vient témoigner de son soutien. Le mouvement va-t-il s'étendre ?... Des débrayages de solidarité vont-ils être organisés ?

Jeudi 10 avril. La Direction dès le matin demande l'ouverture de négociations. Mais lors des discussions, c'en est la parodie. D'entrée, le directeur déclare que la société tient le choc et, prétendant que les délégués ont poussé les travailleurs à la grève, s'inquiète du sort du personnel *«auquel il ne faut pas faire perdre trop d'argent»*.

En conséquence, sa majesté la direction adopte une attitude punitive, clémente et faussement généreuse.

Punitive : *«Le lundi de Pâques ne sera pas payé puisque la veille et le lendemain n'ont pas été travaillés»*. L'utilisation de la loi a de ces charmes...

Clémente (!) : *«Il n'y aura pas d'abattement sur la prime d'assiduité pour fait de grève»*.

Faussement généreuse : *«Pour le vendredi saint nous vous accordons 2 heures payées si vous vous engagez à récupérer les 6 heures restantes. Dans ces conditions, un calendrier pourra être mis en place afin de vous satisfaire sur ce point en vous payant 2 heures par an jusqu'au recouvrement complet du vendredi saint, c'est-à-dire en l'an 1983...»*.

«Quant aux salaires, vous ayant augmenté de 4 % depuis le début de l'année nous ne pouvons faire plus que de vous proposer 2 % à valoir sur la prochaine augmentation en mai».

Indignés, les grévistes rejettent ces miettes ! 13 h 30, coup de théâtre, les employés se mettent en grève. C'est une première, et ce depuis la création de la société. Il faut dire que parmi ce personnel cloisonné, très divisé jusqu'à présent, les chefs de service maniant pressions et intimidations régnaient sans conteste. Leurs revendications, élaborées par eux-mêmes, bien qu'ils n'aient personne pour les représenter (ils n'ont de délégués du personnel, faute de candidatures !) rejoignent celles des ouvriers : 300 F d'augmentation, aménagement des horaires de travail, 2 jours de congés en plus pour les mères de familles. Apprenant cela, les quelques non-grévistes de Bellevue rejoignent le mouvement. *«Vraiment, ce n'est pas comme en 1976 !»*.

98 % du personnel est en grève, la société paralysée !

L'unité fragile à consolider, le mouvement cherche à s'étendre

Vendredi 11 avril. La Direction va s'acharner à diviser. Au fil des jours les annulations de commandes s'additionnent, il lui faut casser le mouvement.

Elle s'emploie à faire rentrer les employés, en s'appuyant sur les chefs de service qui en l'absence de syndicat sont supposés représenter les employés. Les propositions faites aux ouvriers ne suffisant pas, à 17 heures, elle accorde pour le 1er avril 100 F avec effet rétro-actif. Elle déclare que c'est bien là « *dans la conjoncture actuelle, l'effort maximum qu'elle puisse faire»*. Une partie des dits-représentants employés déclarent qu'ils reprendront lundi. La manœuvre de division est consommée.

A 18 h, les délégués ouvriers sont reçus : mais malgré la promesse de la mise à l'étude de la revalorisation des plus basses catégories et les 100 F d'augmentation, les délégués de marbre, insatisfaits, déclarent devoir consulter les grévistes...

Lundi 14 avril : la moitié des «représentants» employés reprennent le travail sans les en aviser ce qui suscite un petit mouvement de reprise. Quant aux ouvriers toujours aussi déterminés, ils ne se satisfont pas des miettes accordées qui ne couvrent même pas les journées de grève.

A 10 h les employés réunis, face aux pressions et à la marginalisation de leurs éléments les plus combatifs, décident de reprendre.

Profitant de la réunion mensuelle de rencontre avec les délégués du personnel, la Direction croyant que le mouvement de reprise va s'étendre, fait quelques concessions supplémentaires. Elle octroie 70 F supplémentaires aux plus basses catégories, ce qui concerne 23 personnes, ainsi que 4 heures payées pour ce vendredi saint par qui tout est arrivé.... A condition bien entendu que le travail reprenne le mardi matin au plus tard.

L'après-midi les grévistes toujours aussi nombreux parmi les ouvriers décident de poursuivre le mouvement : *«La direction doit céder, on ne fait pas l'aumône»*. Du mardi 15 au vendredi 18, le mouvement se durcit, se radicalise. Le soutien extérieur prend naissance. Ce sont d'abord les opérations coup de poing : bombages, coupures d'électricité, blocage de camions, occupation des bureaux avec quête de solidarité qui rencontre un franc succès. Ce sont ensuite les délégations de soutien de la CFDT Davum, de la SAFE (CGT) l'intervention à la radio CGT de Froideul près de Moyeuvre. Ce sont les prises de contacts avec les délégués de Neuville, de Prosilor à Yutz près de Thionville où une partie du travail de Dumas a été envoyé par Sollac. La Direction prend peur. Elle tente en premier lieu de diviser les travailleurs les plus combatifs de leurs délégués. Elle leur demande de condamner, par une déclaration commune (!) les actes graves (bombages). La manœuvre est trop grosse : *«Nous comprenons la colère des travailleurs, vous en êtes responsables, c'est vous qui l'avez provoquée»*. L'ultime concession sur le vendredi saint payé en totalité en 1981, le retrait de la plainte sur le blocage des camions. Rien n'ébranle la détermination des travailleurs, d'autant que la plainte pour les bombages a été maintenue.

Jeudi 17 : Ultime manœuvre de la direction. Organiser un vote sous son égide. Une lettre est envoyée individuellement aux ouvriers. Peine perdue...

Vendredi 18 : La division escomptées entre les les plus engagés dans le mouvement et ceux qui sont en apparence plus suivistes ne s'effectue pas. Bien que le bureau de vote soit mis en place, que le représentant de l'UL préconise en aparté le vote, le mouvement de boycott est massif, unanime. L'huissier, piteusement en est encore pour ses frais.

L'après-midi consacrera à la fois le durcissement du mouvement (occupation massive des bureaux) et la montée de la répression. L'huissier incapable de faire évacuer les bureaux malgré la présence d'un commissaire de police, dépose plainte auprès des tribunaux. Le soir même, les grévistes apprennent qu'un jugement en référé leur intime l'ordre de cesser les occupations et autres *«actes de désorganisation du travail»*. La menace de faire intervenir les flics est nette. Par ailleurs, un gréviste immigré, actif dans la lutte se voit menacé d'expulsion par la direction.

Gagner tout en sauvegardant l'unité acquise

Le lundi 21, les grévistes constatent que le mouvement ne peut s'étendre. Ils en sont à leur troisième semaine de grève et la perte financière commence à peser. A propos de la répartition de l'aide qu'à consentie le CE, ainsi que sur les démarches à effectuer auprès de «l'aide sociale» promise par les mairies, les discussions se font âpres. Elles traduisent l'isolement dans lequel se trouve la lutte et les difficultés à surmonter les obstacles qui se présentent.

Le soir même puis le lendemain matin, surestimant le mouvement après le boycottage du vote, la direction fait d'ultimes concessions :

— La catégorie M 10 est supprimée au bout d'un mois de présence. Ainsi toutes ces manœuvres deviennent M 20 ce qui correspond à une augmentation de 70 F.

— Toutes les catégories du M 10 à l'OS 1B sont augmentées de 50 F par mois.

— Le vendredi saint grévé cette année sera payé 4 heures sur 8.

Au sortir de ces réunions, les délégués sont conscients à la fois des acquis de la lutte bien que l'on soit encore loin des véritables aspirations des travailleurs et des risques que comporte la continuation du mouvement.

Risque de division. Les dernières concessions de la direction placent les plus mal payés en situation avantageuse. D'ores et déjà les plus basses catégories de travailleurs, fer de lance jusqu'à présent du mouvement ont acquis 220 F.

Les professionnels ont à la fois plus d'intérêt à continuer la grève (100 F d'augmentation acquis) mais ils restent moins déterminés.

—Risque d'effritement de la grève vu l'isolement dans laquelle elle se trouve.

Après discussion approfondie, mardi 22, les grévistes décident d'arrêter le mouvement. L'unité doit être préservée. Les contacts pris au cours de la lutte, l'expérience accumulée, doivent être investis pour l'avenir.

Comme le dit le tract-bilan de la grève distribué le jour même de la reprise, ils ont fait la démonstration qu'*«il est possible aujourd'hui de se battre et de gagner. En surmontant les divisions, ils entendent bien développer cette unité acquise pour l'avenir «car rares sont les grévistes qui remportent de tels succès dans la situation actuelle de crise et chômage, de division et de doute»*.

Serge DEMULER

Carte de visite de la société Dumas

Fonction : construction de produits sidérurgiques : poutrelles, tôles plates.

— rattaché à Sacilor dont elle est une création

— dépend de Davum à 83 %

— PDG de Dumas est en même temps directeur général de de Davum, et ce, depuis 1979.

— possède à Metz 2 «dépôts». L'un à Woippy, l'autre à Bellevue, et plusieurs «succursales» en France : Bordeaux, Marignagne, Neuville près de Lyon, Douai, Beauchamp.

— emploie 600 personnes sur toute la France, dont 280 à Metz.

— personnel de Metz représenté par 2 syndicats : la CGT largement majoritaire et la CFTC.

Non aux lois répressives !

Non aux lois anti-immigrés !

Le 6 décembre dernier, l'Assemblée nationale adoptait le projet de loi Bonnet. Objectifs : réglementer l'entrée des immigrés en France et surtout permettre, beaucoup plus facilement et de manière beaucoup plus étendue, les procédures d'expulsion , sous le motif de *«troubles à l'ordre public»*, la grève pouvant bien sûr être assimilée à ces «troubles». A cette loi qui rétablit également - ce qui ne s'était pas vu depuis la guerre d'Algérie - l'internement administratif, s'ajoute l'existence aujourd'hui du déjà tristement célèbre décret Imbert qui prévoit lui, dans la même lignée, l'expulsion d'environ 30 000 étudiants étrangers, par l'instauration de quotas d'étrangers dans les universités.

Mais à ces lois, le gouvernement veut en ajouter d'autres afin de se doter d'un arsenal plus complet en la matière et notamment le projet de loi Stoléru qui doit être discuté prochainement au Parlement. Ce projet de loi prévoit de limiter le nombre des renouvellements de carte de séjour des travailleurs immigrés en fonction de la situation de l'emploi dans chaque département. De plus, tout immigré au chômage depuis plus de six mois serait expulsé.

Ces textes visant directement les travailleurs immigrés, touchent particulièrement déjà ceux qui sont en lutte :

- Ceux des foyers Sonacotra, menacés d'expulsion par milliers depuis le 15 mars.
- Les travailleurs (turcs notamment) sans papier qui luttent précisément pour leur régularisation.

Ces lois dirigées en premier lieu contre nos frères de classe immigrés (20% de la classe ouvrière) menacent en fin de compte, en la divisant, l'ensemble de la classe ouvrière, Français et immigrés confondus.

Une multitude d'organisations, associations et collectifs, réunis une première fois le 16 mars à Paris, à l'initiative de la MTI (Maison des Travailleurs Immigrés) et dont on trouvera la liste ci-dessous, ont décidé parallèlement à leurs actions propres, de coordonner, régionalement puis nationalement, leurs efforts pour lutter d'une part pour l'abrogation des lois existantes, et d'autre part pour s'opposer au vote des projets de lois actuellement en préparation. Elles appellent dans un premier temps pour le samedi 10 mai à une manifestation nationale à Paris, à 14 heures, au métro République.

R.F.

Tous à la marche nationale

samedi 10 mai à Paris

14 heures Métro République

En cette période de crise, les violences et crimes racistes, les licenciements prioritaires, l'exploitation des sans-papiers, les expulsions des foyers, les exclusions d'élèves lycéens et étudiants étrangers, les refoulements et expulsions du territoire se multiplient contre les travailleurs immigrés et leurs familles. De plus, l'impérialisme, y compris l'impérialisme français, en collaboration avec les régimes réactionnaires, cherche à faire supporter aux travailleurs et aux masses populaires des pays d'origine, le poids de leur crise.

Cette situation scandaleuse n'est pas le fait du hasard, mais bien la conséquence et la traduction claire d'une volonté du gouvernement de s'attaquer d'abord à une partie de la classe ouvrière : les immigrés, en leur laissant le choix entre se taire et accepter n'importe quelle condition de vie (travail, logement, etc.) ou bien partir de gré ou de force.

Cette volonté s'est déjà concrétisée par l'adoption de la loi Barre-Bonnet qui élargit de façon considérable les possibilités légales d'expulsion des travailleurs immigrés (trouble de l'ordre public, non renouvellement de la carte de séjour...) et par le décret Imbert qui régit les expulsions des étudiants étrangers. Aujourd'hui, c'est un arsenal complet dont veut se doter le gouvernement.

- **Projet de loi Stoléru** : la carte de séjour sera supprimée si l'immigré est au chômage ou malade depuis plus de six mois. Fixer des quotas de renouvellement par département.

- **Projet de loi Ornano** : créer un statut de résidence «surveillée» en réponse à la lutte depuis cinq ans par les travailleurs immigrés pour obtenir entre autre le statut de locataire. Ce statut de résidence donne les pleins pouvoirs aux gestionnaires de tous les foyers.

Croire que ces dispositions répressives et racistes ne concernent que les étrangers est une grave erreur.

Le projet de loi Ornano concerne également les foyers de jeunes travailleurs, d'handicapés, de retraités... Le fichage informatique concerne à terme tous les Français.

Être silencieux aujourd'hui, c'est accepter tacitement la marginalisation de catégories entières de travailleurs français et immigrés, c'est accepter une défaite pour la classe ouvrière. Le licenciement de travailleurs immigrés en Lorraine a-t-il empêché la fermeture des usines ?.

Face à cette attaque du pouvoir, les travailleurs français et immigrés ont mené de grandes luttes dans les entreprises. De plus, un courant unitaire s'est créé à Paris, en Province, à partir des luttes menées par les résidents des foyers en luttes, par les travailleurs «sans papiers», par les étudiants, par les associations autonomes de travailleurs immigrés, par les collectifs locaux composés de français et d'immigrés.

Une première riposte a été donnée par la tenue d'initiatives régionales dans toute la France (Paris, Marseille, Angers, Grenoble, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Bordeaux, Lille...). Seule une riposte d'ampleur nationale peut faire échec aux lois.

Nous appelons l'ensemble des travailleurs (ses), étudiants (es), démocrates et antiracistes de Paris et de Province, les associations démocratiques, comités antiracistes, organisations syndicales et partis politiques à participer à la marche du 10 mai.

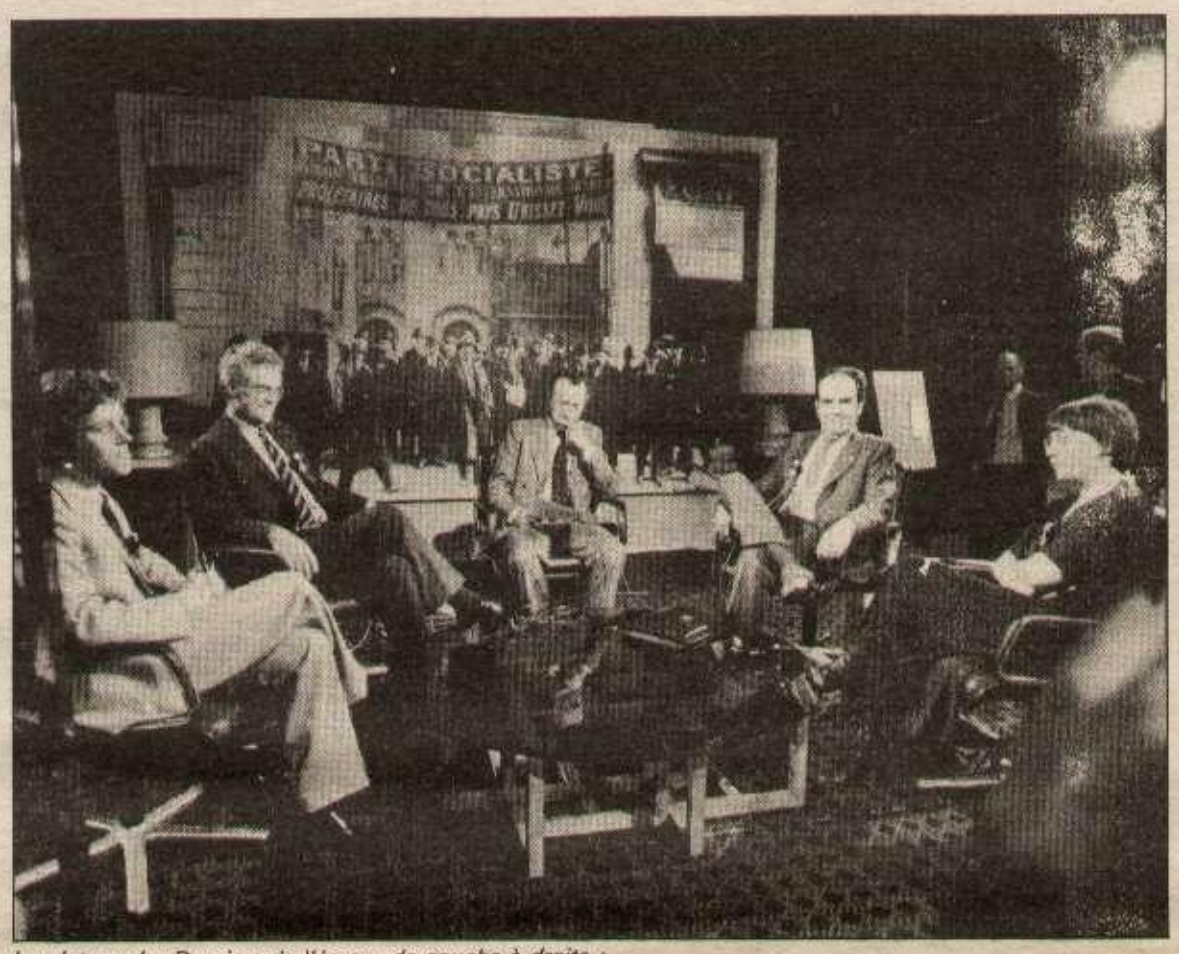
Appelée par la coordination nationale contre les lois anti-immigré(e)s :

Associations de travailleurs immigré(e)s (MTI) : AMF, CTA, UGTSF, MOTIF, FETRANI, UTIT, travailleurs de Turquie sans papiers de la confection, Comité de Coordination des Foyers en lutte, coordination nationale étudiante, coordination permanente lycéenne, FASTI, CIMADE, CEDETIM, CIEMM, GISTI, CUFI, Boutique aménagement, Ligue des Droits de l'Homme (Paris-Centre), MAS, ACRAA, Groupe Femmes marocaines, Algériennes, Tunisiennes.

Collectifs de Paris : 5e, 13e, 15e, 17e, 18e, GAFI 20e, SOS Emploi 19e, Paris-Centre, Région Parisienne : Comité de Vigilance de Saint-Denis, Comité de Montreuil, Collectif Issy-les-Moulineaux, Province : Strasbourg, Nancy, Hayange, Forbach, Marseille, Aix, Martigues, Montpellier, Nîmes, Toulon, Lyon, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Angers, Nantes, Le Havre, Lille, Villeneuve d'Ascq, Louviers.

Le Congrès de Tours aux *Dossiers de l'écran*

Etonnante télévision française ! Après nous avoir proposé tant de films insipides et/ou réactionnaires, ne voilà-t-il pas qu'elle diffusait, l'autre mardi, un film sur le Congrès de Tours, événement important dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Et en prime, cette même télévision nous offrait, sur un plateau, un débat qui tend à devenir rarissime : Marchais, qu'il est inutile de présenter, face à Jospin, numéro deux en titre du Parti socialiste. On aura aussitôt compris que la soirée du 29 avril, sur *Antenne 2*, n'était pas placée sous le signe d'une soudaine transformation de la télévision française, mais plus simplement sous le signe d'une «polémique» à gauche qui ravit les maîtres du petit écran.



Le plateau des Dossiers de l'écran, *de gauche à droite :*
Pascal Ory, Lionel Jospin, Joseph Pasteur, Georges Marchais, Danielle Tartakowski.

Et si *Le Grand fossé* séparait ceux qui veulent surmonter les divisions et ceux qui les provoquent ?

Par Nicolas DUVALLOIS

A l'évidence, ces derniers auront été comblés : à l'intéressant et positif échange qui pouvait avoir lieu entre les deux historiens présents (Danielle Tartakowski pour le PCF et Pascal Ory pour le PS) et celle qui a été censurée en dernière heure (Madeleine Rébérioux), s'est substitué un échange d'invectives entre Marchais et Jospin, où la vérité historique est apparue comme une matière malléable destinée avant tout à forger des armes contre l'adversaire dans la lutte d'aujourd'hui.

En un mot, sûre de son fait, la télévision avait choisi ce mardi soir de verser sa goutte d'huile sur le feu de la division PS-PC. Opération apparemment réussie.

Mais qu'en ont pensé les téléspectateurs, et plus particulièrement les adhérents des deux partis représentés sur le plateau ? Il est évidemment difficile, voire impossible de répondre de manière complète à cette question. Voici cependant quelques pistes et quelques éléments de réflexion, recueillis auprès de trois militants — deux du PCF et un du PS — chez qui les points communs l'emportent sur les divergences : outre de solides connaissances historiques, ils sont en commun leur participation au mouvement *«d'Union dans les luttes»*. Qui plus est, et c'est là tout le symbole, ils ont regardé ensemble le film et le débat qui l'a suivi.

Premier point de discussion, le Congrès de Tours lui-même. Chacun a convenu de son importance historique, mais aussi du fait que les problèmes ne se posent plus du tout dans les mêmes termes aujourd'hui. *«Deux éléments ont été déterminants,* dit une militante du PCF, ancienne collaboratrice de l'institut Maurice Thorez, *c'est d'abord le formidable élan d'enthousiasme né de la Révolution d'Octobre, et c'est ensuite le rejet des modes de fonctionnement du parti socialiste de 1905, avec son parlementarisme et ses magouilles de couloir. Qui oserait dire, soixante ans après, que l'URSS suscite l'enthousiasme, et que le fonctionnement du PC — je ne sais pas si on peut parler de centralisme démocratique — ne pose pas de problème ?»*. Pour le militant du PS, *«hors tendance»* tient-il à préciser, *«Ça fait drôle d'entendre Blum se réclamer de la dictature du prolétariat. Mais il ne faut pas oublier qu'à l'époque, tout le monde pensait la révolution proche»*. Outre des remarques de forme, le film écrit par Ellenstein appelle aussi une critique, unanime : on n'y voit pas assez les conciliabules de couloir qui ont eu lieu jusqu'au dernier moment entre ce qu'on pourrait appeler un *«centre droit»* (Longuet), et un *«centre gauche»* (Cachin, Frossard).

Autant de questions que les uns et les autres auraient aimé voir discutées sérieusement à l'issue du film. Il n'en fut rien, bien sûr, et les quelques velléités de Danielle Tartakowski furent vite brisées par Marchais. Les premiers propos de celui-ci firent d'ailleurs bondir Yves, militant du PCF et membre d'un CUB en Seine-Saint-Denis : *«Oser dire que le film est pessimiste ! Voilà le type même du raisonnement stalinien : camarades, la division du mouvement ouvrier est positive, car elle a permis de clarifier les choses ! Camarades la rupture de 1977 est positive, parce qu'elle a révélé la vraie nature du PS ! Camarades, les divisions du 1er Mai sont positives, car elles révèlent ceux qui veulent l'action et ceux qui ne la veulent pas ! Je ne dis pas qu'il faut à toute fin éviter les divisions, qui sont parfois inévitables. Mais oser s'en réjouir !...»*.

Quelles perspectives pour le changement ?

Poser ainsi le problème, c'était de fait aborder la question des divisions d'aujourd'hui, et de leur conséquences. Une anodine question transmise au standard de SVP a d'ailleurs lancé véritablement le débat, sur le plateau comme chez les militants regardant l'émission : *«Au fond, qu'est-ce qui sépare aujourd'hui le PCF et le PS ?»*.

Yves n'a été surpris ni par la réponse de Marchais, ni par celle de Jospin : *«Ça fait déjà longtemps qu'on entend ce type d'argumentation : pour la direction du parti, la logique du PS mène inévitablement au soutien des interdits professionnels en Allemagne, ou à la collaboration de classe des travaillistes britanniques. A l'inverse, pour les socialistes, la logique du PC ne peut conduire qu'au goulag. Belles perspectives !»*

Effectivement, ces perspectives-là ne sont guère enthousiasmantes, mais n'y a-t-il pas quelques raisons aux accusations réciproques des états-majors ? Ici, les avis divergent sensiblement. Pour la militante du PCF, *«dans l'absolu, on peut évidemment concevoir un danger à ce que le PC, tel qu'il est aujourd'hui, soit seul au pouvoir. Mais c'est strictement impossible. Le danger social-démocrate me semble plus important, parce que plus concret : la possibilité d'un gouvernement Giscard-Rocard ne doit pas être écarté et ce gouvernement mènerait dans notre pays la même politique qu'en Allemagne»*.

Yves, quant à lui, acquiesse à cette idée, mais c'est pour ajouter aussitôt *«qu'on ne peut définir les projets des partis indépendemment de leurs militants. Je connais bien le PC, et je peux affirmer que nous serions des milliers à nous opposer à notre direction si elle voulait entraîner le pays dans la voie du goulag. Je pense qu'il en est de même au PS»*.

Au delà de la possibilité ou non de voir les projets d'état-majors se réaliser, un point apparaît comme acquis pour les trois militants présents, c'est que ces projets d'états-majors ne vont effectivement pas dans le sens des intérêts. Tout naturellement, c'est donc la question d'une autre perspective qui se trouve posée, et c'est là, sur ce point, qu'intervient le militant du PS : *«Il y a les divisions factices et celles qui ne le sont pas. Que Marchais et Jospin s'engueulent, je trouve ça logique, mais je n'aurais pas l'idée de dire des camarades du PCF ici présent qu'ils sont des moscoutaires, comme je n'accepterais pas qu'on dise de moi que je suis contre les luttes ou pour les interdits professionnels. Nous sommes en réalité nombreux, au PCF comme au PS, à refuser les perspectives de nos partis. Alors entre nous, et avec tous ceux qui le veulent, ne convient-il pas de définir justement de nouvelles perspectives ?»*

Parti du Congrès de Tours, ce débat en est donc arrivé très vite au problème central, qui est effectivement celui de la définition et l'affirmation dans notre pays d'une autre perspective. La réalité des clivages qu'il convient de surmonter est ici apparue avec netteté. Si Yves, par exemple, parle avec raison en terme de perspectives révolutionnaires *«parce que la transformation radicale de l'ordre ancien, ça s'appelle bien la révolution»*, sa camarade du PCF estime, elle *«qu'il serait utopique de définir aujourd'hui les conditions du changement»*. Derrière ces hésitations, sans doute faut-il voir, plus qu'un refus de l'action révolutionnaire, un septicisme quant aux capacités et à la détermination de la classe ouvrière.

Par contre, et de manière quelque peu contradictoire, la même militante défend avec force l'idée du parti : face au camarade du PS qui, lui, affirme que *«de nouvelles perspectives émergeront de mouvements comme celui des CUB, ou d'autres qui se créent ou se créeront dans le cours de l'action»*.

«Le grand fossé»

Les questions soulevées à partir des tristes polémique entre Jospin et Marchais ce soir-là n'auront évidemment pas trouvé de réponses communes dans l'espace d'une discussion. Il n'empêche qu'elles attestent d'une réflexion importante, et qui s'appuie sur une volonté commune d'avancer, pour dépasser les fausses querelles et les fausses divisions.

S'il est bien vrai que pour transformer réellement les choses il convient d'abord de se poser les vrais problèmes, force est de constater qu'il y avait bien, ce mardi soir, un «grand fossé» (pour reprendre le titre du film) entre les propos d'un Marchais ou d'un Jospin, et les réflexions des militants réunis devant leur écran de télévision. D'un coté une volonté réciproque de disqualifier l'autre pour s'assurer un rapport de force favorable, tout en se proclamant le seul garant du changement. De l'autre la volonté commune de réfléchir sur de réelles perspectives de transformation, et sur les moyens de les forger.

Cette division là, qui n'est pas celle de la base et du sommet, mais celle qui sépare la sclérose d'une réelle volonté d'avancer, tout le monde a convenu de son bien fondé.